Donner leur chance aux jeunes ruraux

Rapport sur le développement rural 2019

Vue d'ensemble

FIDA
Investir dans les populations rurales

Donner leur chance aux jeunes ruraux

Rapport sur le développement rural 2019

Vue d'ensemble

FIDA
Investir dans les populations rurales

Copyright © Fonds international de développement agricole (FIDA).

Le présent document est placé sous une licence Creative Commons Attribution – Pas d'Utilisation Commerciale – Pas de Modification 3.0 Organisations Internationales (CC BY-NC-ND 3.0 IGO) (https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/igo/legalcode) et peut être reproduit à condition que la paternité en soit attribuée au FIDA, et uniquement dans un but non commercial. Aucune œuvre dérivée n'est autorisée. Veuillez noter que le lien mentionné ci-dessus inclut des modalités et conditions supplémentaires de la licence.

L'utilisation du nom du FIDA à toute autre fin que celle de l'attribution et l'utilisation du logo du FIDA feront l'objet d'un contrat de licence rédigé séparément entre le FIDA et l'utilisateur, et ne sont pas autorisées dans le cadre de la présente licence CC-IGO.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles du FIDA, de ses organes directeurs ou de ses États membres.

Table des matières

Sigles et acronymes 4
Remerciements 4
Avant-propos 6

Vue d'ensemble 10
Pourquoi les jeunes sont-ils importants pour le développement rural? 10
Trois fondements pour le développement des jeunes ruraux: productivité, connectivité et maîtrise de son destin 12
Contextes se chevauchant aux niveaux national, local et des ménages 15
Obstacles entravant la transition de la dépendance à l'indépendance 24
Le rythme et la nature sans précédent du changement actuel 28
Penser différemment l'investissement en faveur des jeunes ruraux 31
Intégrer la politique et les investissements en faveur des jeunes ruraux dans des stratégies de développement rural plus vastes 33
Références 36
Notes de fin de document 39

Figures

FIGURE A Le nombre de jeunes augmente rapidement en Afrique subsaharienne et dans les pays à faible taux de transformation structurelle 11
FIGURE B Fondements du développement des jeunes ruraux 13
FIGURE C Les processus de transformation structurelle et rurale au niveau national fixent les paramètres de base des possibilités offertes aux jeunes ruraux 16
FIGURE D Le potentiel de commercialisation et le potentiel agricole d'une région rurale donnée conditionnent les possibilités que le contexte national offre aux jeunes ruraux 18
FIGURE E Deux jeunes ruraux sur trois des pays en développement vivent dans des espaces ruraux où les débouchés ont un fort potentiel agricole 19
FIGURE F Dans les pays les moins transformés, la plus grande part des jeunes ruraux vivent dans des zones à fort potentiel agricole. Les pays les plus transformés font face à la difficulté la plus grande, s'agissant de toucher les jeunes vivant dans les zones isolées et à faible potentiel 20
FIGURE G Catégories de transformation des ménages 21
FIGURE H Les ménages participent à l'économie en fonction des possibilités qu'offre leur espace de débouchés ruraux 22
FIGURE I Ce que font les jeunes ruraux dépend, mais seulement en partie, de ce que font les autres membres du ménage 23
FIGURE J Les jeunes ruraux possèdent moins de terres que les adultes, seuls ou à plusieurs 25
FIGURE K La transformation structurelle réduit l'écart entre les sexes dans l'éducation, mais la transformation rurale à elle seule n'y parvient pas 27
FIGURE L Les services monétaires par téléphonie mobile permettent aux jeunes des pays les moins transformés d'accéder au financement 29
FIGURE M Les pays où la proportion des jeunes est parmi les plus élevées dépendent fortement de l'agriculture et sont les moins à même de faire face aux changements climatiques 30
FIGURE N Équilibre entre les investissements qui favorisent des débouchés ruraux généralisés et ceux qui mettent l'accent sur les débouchés offerts aux jeunes 32
FIGURE O Les jeunes ruraux sont nombreux dans les pays où les politiques et les capacités institutionnelles sont faibles 35

Cartes

CARTE A Une part disproportionnée des jeunes ruraux se trouve aujourd'hui en Asie, mais la part de l'Afrique devrait augmenter rapidement 11
CARTE B Les jeunes des pays en développement ont peu accès aux institutions financières classiques 26

Sigles et acronymes

APR	Asie et Pacifique
ASS	Afrique subsaharienne
LAC	Amérique latine et Caraïbes
NEN	Proche-Orient, Afrique du Nord, Europe et Asie centrale
TR	Transformation rurale
TS	Transformation structurelle

Remerciements

La publication du Rapport sur le développement rural 2019 a bénéficié du travail, du dévouement et des contributions de nombreuses personnes, tant au sein qu'en dehors du Fonds international de développement agricole (FIDA).

Le rapport a été élaboré sur la base des directives fournies par la direction du FIDA. Paul Winters, Vice-Président adjoint chargé du Département de la stratégie et des savoirs (SKD), a assuré la supervision et la direction tout au long du processus. Le Rapport doit beaucoup aux compétences de l'évaluateur externe principal, David Tschirley, Professeur au Département d'économie agricole, alimentaire et des ressources naturelles de la Michigan State University, et à celles des co-responsables internes, Aslihan Arslan, Chef économiste à la Division recherche et évaluation de l'impact, et Constanza Di Nucci, Conseillère technique principale du Vice-Président adjoint, au Département de la stratégie et des savoirs. Eva-Maria Egger a joué un rôle de premier plan dans la rédaction de ce rapport et Anne Körner dans son processus d'élaboration. Kate Albers et Margherita Squarcina ont fourni une aide à la recherche.

Ce rapport se fonde sur des recherches et sur l'analyse de plusieurs documents de référence élaborés par Kibrom Abay, Jenny Aker, Jens Andersson, Channing Arndt, Woinishet Asnake, Elisabetta Aurino, Hailemariam Ayalew, Ghassan Baliki, Rui Benfica, Roehlano Briones, Karen Brooks, Tilman Brueck, Jordan Chamberlin, Cristina Cirillo, Alan de Brauw, Miguel Del Castillo, Michael Dolislager, Cheryl Doss, Shahnila Dunston, Neil Ferguson, Louise Fox, Arianna Gasparri, Maia Guiskin, Faaiqa Hartley, Jessica Heckert, Stephen Hunt, Thomas Jayne, Nader Kabbani, Suneetha Kadiyala, Saweda Liverpool-Tasie, Athur Mabiso, Mariellen Malloy Jewers, Ashira Menashe-Oren, Bart Minten, Jorge Morel, Laura Muñoz, Milu Muyanga, Emily Myers, Audrey Pereira, Paola Pereznieto, Lauren Phillips, Ricky Robertson, Wolfgang Stojetz, Manuel Orozco, James Sumberg, Agnes Quisumbing, Thomas Reardon, C.S. Srinivasan, Guy Stecklov, Jennifer Stevenson, Carolina Trivelli, David Tschirley, Ben White, Keith Wiebe, Pablo Yanes, F. Kwame Yeboah et Giacomo Zanello. Le rapport a également tiré profit des travaux de Fabian Löw, qui a traité toutes les données géoréférencées, et des recherches de nos collègues de la Banque mondiale Valentina Costa, Sydney Gourlay, Talip Kilic, Philip Randolph Wollburg et Alberto Zezza.

De nombreux collègues et experts à l'intérieur et à l'extérieur du FIDA ont fait des commentaires utiles, participé à des ateliers consultatifs et apporté d'autres contributions précieuses.

L'équipe tient également à remercier les personnes suivantes: Jonathan Agwe, Rahul Antao, Tom Mwangi Anyonge, Javier Baez, Giulia Barbanente, Ndaya Beltchika, Francesca Romana Borgia, Fabrizio Bresciani, Denisa Butnaru, Alessandra Casano, Federica Cerulli, Thomas Chalmers, Karima Cherif, Shirley Chinien, Stefano Consiglio, Antonella Cordone, Luc Cristiaensen, Ivonald Da Cruz, Pedro de Vasconcelos, Maria Victoria Fazio, Ilaria Carlotta Firmian, Federica Emma, Juliane Friedrich, Beatrice Gerli, Massimo Giovanola, Michael Hamp, Sheryl Hendriks, Stein Holden, Edward Heinemann, Patrick Herlant, Steven Jonckheere, Roberto Longo, Bruno Losch, Mia Madsen, Bernadette Mukonyora, Mauro Martini, Harold Liversage, Elisa Mandelli, Torben Nilsson, Joyce Njoro, Rikke Grand Olivera, Richard John Pelrine, Mattia Prayer-Galetti, Danielle Resnick, Francesco Rispoli, Sara Savastano, Amath Pathe Sene, Abdelkarim Sma, Tisorn Songsermsawas, Silvia Sperandini, David Suttie, Ilaria Tedesco, Benoit Thierry, Sergio Urzúa et Kathy Zissimopoulos. Francesca Dalla Valle, Elisenda Estruch, Julius Jackson, Giulia Orlandi, Lisa van Dijck, Libor Stloukal et Peter Wobst, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), nous ont apporté des commentaires précieux.

Nous avons également reçu des remarques de grande valeur de nos pairs évaluateurs Glayson Santos Ferrari, Peter Hazell, Juan Moreno, Courtney Paisley, Esther Penunia, Lindiwe Majele Sibande, Leonard Mizzi et ses collègues Ragui Assaad, Louise Fox, Sabah Ismail Al-Haidoos, Monica Rubio et Silvana Eugenia Vargas Winstanley.

Bruce Ross-Larson et son équipe ont été les principaux éditeurs du rapport. Nous remercions tout particulièrement Laura Luccioli, Sandra Reyes et Petra Valente pour leurs compétences administratives et leur soutien pendant tout le processus d'élaboration du rapport. De vifs remerciements doivent être adressés aux personnes ayant contribué au processus de production: Amy Elizabeth Bennett, James Edge, James Heer, Joanne Levitan, Magali Marguet, Bruce Murphy, Birgit Plöckinger, Janet Sharpe, Michelle Tang et Cassandra Waldon. La conception graphique était à la charge d'Andrea Wöhr. Nous aimerions encore remercier Nathalie Baiges, Paola de Leva, Said el Elaimy, João Esteves Ferreira, Diane Frishman, Amalia Galetto, Patricia Michelle Heery, Hani Khayat, Chantal Quoirin et Jorge Tabuenca Lopez, qui ont édité cette publication et l'ont traduite dans les autres langues officielles du FIDA.

Nous voudrions saisir cette occasion pour remercier nos collègues du FIDA et les experts extérieurs de la communauté du développement pour leur engagement et leur dévouement, et pour les contributions apportées à l'équipe et au rapport. Votre collaboration est hautement appréciée.

L'équipe tient enfin à remercier le généreux soutien financier fourni par l'Italie et l'Allemagne.

L'équipe présente ses excuses aux personnes ou organisations que nous aurions par inadvertance oublié de mentionner dans cette énumération et exprime sa reconnaissance à toutes les personnes et institutions qui ont contribué à ce rapport, y compris celles dont les noms ne figurent pas ici.

Avant-propos

Sur un milliard deux cent millions de jeunes âgés de 15 à 24 ans dans le monde, près d'un milliard vivent dans les pays en développement. Leur nombre augmente beaucoup plus rapidement dans les pays à faible revenu que dans les pays à revenu plus élevé, en particulier dans les zones rurales. En réalité, les jeunes ruraux représentent environ la moitié de tous les jeunes des pays en développement.

La population jeune, chaque jour plus importante, a un potentiel énorme. Investir en faisant confiance aux jeunes peut donner des résultats exceptionnels s'agissant de réduire la pauvreté, de créer des emplois et de contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Après tout, ce sont eux les agriculteurs, les travailleurs et les entrepreneurs de demain.

Leur énergie et leur dynamisme sont nécessaires pour transformer les systèmes alimentaires et les zones rurales. Ils peuvent contribuer à nourrir le monde et à résoudre ainsi l'un des plus grands défis mondiaux. Ces jeunes, femmes et hommes, sont essentiels pour atteindre les objectifs du développement durable d'ici 2030 et, en fait, pour l'avenir de notre planète.

Mais des obstacles et des défis se dressent sur leur route. Le risque de ne pas trouver d'emploi est deux à trois fois plus élevé chez les jeunes que chez les adultes. Environ 150 millions de jeunes font partie des travailleurs pauvres et, selon les estimations, pour l'Afrique seule, ce sont 14 millions de jeunes qui arrivent sur le marché du travail, et la majorité d'entre eux vivent dans des zones reculées.

Compte tenu aussi des contraintes relatives à l'accès à la terre, aux ressources naturelles, aux financements, aux technologies, aux savoirs, à l'information et à l'éducation, les jeunes parviennent difficilement à saisir les occasions d'améliorer leurs conditions de vie et de contribuer à l'économie rurale. Dans le même temps, le rythme rapide des changements actuels modifie le paysage et remet en question les voies traditionnelles du développement. Il nous faut savoir comment les jeunes ruraux peuvent se préparer à prospérer dans ce nouveau monde d'automatisation intelligente et de géants numériques, de communication mondialisée de l'information, d'aspirations et de valeurs, et à faire face aux dérèglements climatiques et à l'évolution des habitudes alimentaires, qui ont toutes des répercussions majeures pour la vie et les économies rurales.

Le présent rapport se fonde sur des données concrètes; on y tente de fournir le type d'analyse qui peut éclairer les politiques, les programmes et les investissements visant à promouvoir une transformation rurale qui intègre les jeunes. Le FIDA y examine qui sont les jeunes ruraux, où ils vivent et quelles sont les multiples contraintes auxquelles ils se heurtent dans leur cheminement de la dépendance à l'autonomie.

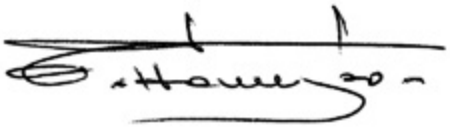
L'une des caractéristiques de ce rapport est qu'on y examine le développement rural dans le contexte de la transformation des zones rurales et de l'ensemble de l'économie.

Les possibilités qui s'offrent aux jeunes, femmes et hommes, commencent par le passage à une économie rurale dynamique. Ces possibilités dépendent du contexte national, rural et familial dans lequel vivent les jeunes. C'est seulement s'ils comprennent ces multiples couches que les gouvernements et les décideurs pourront concevoir des politiques et des investissements efficaces, qui permettront à tous les jeunes ruraux de devenir des individus productifs et connectés, responsables de leur propre avenir.

Toutefois, la création de vastes possibilités dans ces milieux ne garantit pas que les jeunes ruraux seront en mesure de les saisir, car les jeunes, et surtout les jeunes femmes, font face à des contraintes particulières. Une approche efficace de la politique et de l'investissement en faveur de la jeunesse rurale consiste donc à trouver le «juste équilibre» entre la création de possibilités plus importantes en zones rurales et la promotion d'investissements axés sur les jeunes (dans le secteur agroalimentaire, les technologies numériques et l'adaptation aux changements climatiques) amenant la création de débouchés et de possibilités d'emploi pour les jeunes.

Le FIDA met toujours plus l'accent sur la jeunesse rurale et, pour la période de financement 2019-2021, vise une augmentation spectaculaire du nombre de jeunes formés à des activités rémunératrices ou à la gestion d'entreprises. Dans notre Plan d'action en faveur des jeunes ruraux, nous nous sommes fixés comme objectif que 50% de notre portefeuille de prêts prenne en compte les besoins des jeunes afin que les aspects «jeunes» soient soigneusement analysés et évalués lors de la conception des projets. Nous savons que, s'il est complété par les compétences et la formation, l'accès aux savoirs nouveaux et traditionnels et aux innovations, aux marchés et à la terre, peut permettre aux jeunes de réaliser une transformation inclusive des zones rurales et d'assurer la sécurité alimentaire et l'élimination de la pauvreté à long terme.

L'essentiel est d'investir dans les jeunes. Si nous les négligeons maintenant, comme leurs parents l'ont été dans bien des cas, nous rencontrerons à l'avenir les mêmes problèmes qu'aujourd'hui. Nous devons nous assurer que les jeunes acquièrent les compétences, les ressources et la confiance dont ils ont besoin pour avoir des exploitations rentables et des entreprises novatrices et devenir les responsables locaux de demain.



GILBERT F. HOUNGBO
Président du FIDA

Pour permettre aux jeunes ruraux, femmes et hommes, de devenir productifs, connectés et maîtres de leur propre avenir, il faut penser différemment les divers contextes dans lesquels ils s'efforcent de gagner leur vie, les multiples contraintes auxquelles ils se heurtent et la dynamique du changement dans le monde qui est à l'origine des difficultés qu'ils doivent surmonter et des nouvelles perspectives qui s'ouvrent à eux. Ce n'est qu'en comprenant les différents éléments qui constituent les moyens d'existence des jeunes, la diversité des situations, selon les pays et les perspectives, ou encore l'évolution de ces situations, que les pouvoirs publics et les décideurs peuvent concevoir des politiques et investissements plus efficaces, et les mettre en œuvre.

L'examen de la situation de ce point de vue permet de tirer deux conclusions principales. En premier lieu, l'élaboration de politiques en faveur des jeunes ruraux et d'un programme d'investissement entraînera nécessairement l'examen simultané de questions de développement rural plus vastes. Lorsque les possibilités économiques et sociales sont limitées, le soutien ciblé aux jeunes ruraux est généralement inefficace. Qui plus est, les politiques et les investissements qui favorisent une transformation rurale plus large ne se traduisent pas automatiquement par de meilleurs débouchés pour les jeunes. Les jeunes ruraux des deux sexes font face à des contraintes particulières auxquelles il faut s'attaquer, pour qu'ils puissent tirer parti des débouchés qui s'offrent à eux. Compte tenu de cette situation, des indicateurs spécifiques conçus pour mesurer les progrès réalisés dans ce domaine ont été inclus dans les objectifs de développement durable[i]. Comme indiqué dans le *Rapport sur le développement rural 2016*, les initiatives de transformation rurale doivent être conçues de manière à inclure les jeunes ruraux.

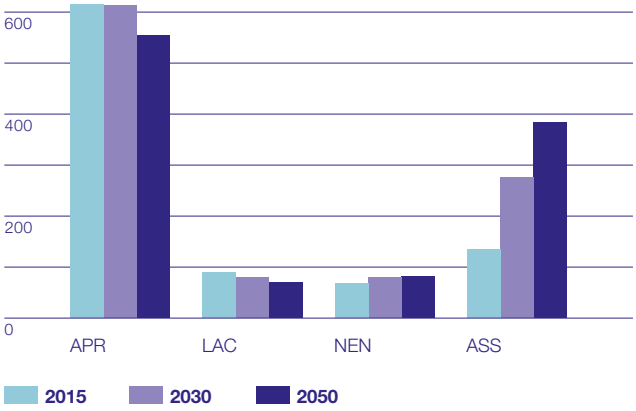
Pourquoi les jeunes sont-ils importants pour le développement rural?

La jeunesse est une étape distincte du développement humain, une période de transition entre la dépendance et l'indépendance, et une période marquée par des décisions essentielles qui touchent l'avenir de l'individu et de la société. Lorsque cette transition est réussie, l'adulte est bien adapté, capable de prospérer et de contribuer à la vie économie et sociale. Pareille situation entraîne des avantages à long terme pour l'individu, sa famille et les groupes sociaux et économiques plus larges dont l'individu fait partie. Une transition non réussie peut se traduire par la pauvreté et l'inadaptation sociale tout au long de la vie, et avoir des conséquences négatives à long terme pour l'individu, sa famille et la société dans son ensemble. Les enjeux étant si élevés, cette période de la vie est un sujet de préoccupation important et universel.

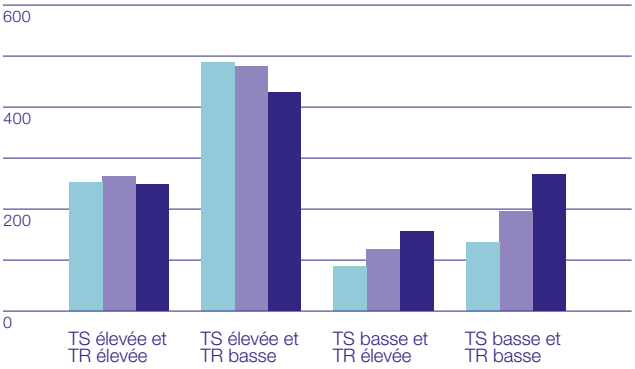
Depuis une dizaine d'années, cette préoccupation s'est encore accrue dans les pays en développement, pour plusieurs raisons[ii]. D'abord, il convient de mentionner le fait que le nombre de jeunes augmente et que ceux-ci représentent une portion de plus en plus importante de la population. Près d'un milliard sur les 1,2 milliard d'habitants de la planète âgés de 15 à 24 ans vivent dans des pays en développement, et leur nombre augmente beaucoup plus vite que dans les pays à revenu élevé (DAES 2017)[iii]. En outre, la croissance de ce groupe de population se concentre dans les pays en développement les plus pauvres du monde, particulièrement en Afrique (voir **FIGURE A**), et résulte directement de la lenteur de leur transition démographique vers des taux de natalité plus faibles à la suite de la forte diminution des taux de mortalité. Par conséquent, la pyramide des âges de ces pays a une large base de

FIGURE A Le nombre de jeunes augmente rapidement en Afrique subsaharienne et dans les pays à faible taux de transformation structurelle

Millions de jeunes par région (2015-2050)



Millions de jeunes par catégorie de TS-TR (2015-2050)

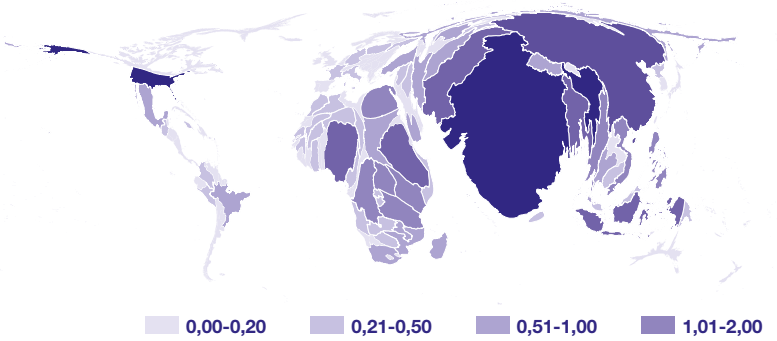


Note: TS: transformation structurelle; TR: transformation rurale; APR: Asie et Pacifique; LAC: Amérique latine et Caraïbes; NEN: Proche-Orient, Afrique du Nord, Europe et Asie centrale; ASS: Afrique subsaharienne. L'ensemble de données couvre 85 pays à revenu faible ou intermédiaire (d'après les définitions de la Banque mondiale de ces catégories et des données pour 2018).
Source: Calculs des auteurs, fondés sur les données du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES, 2017).

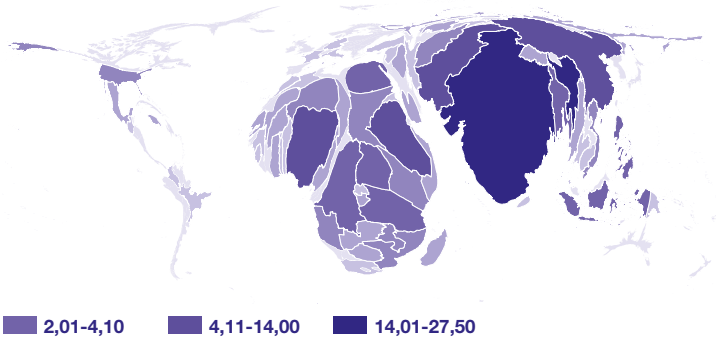
jeunes, situation qui se vérifie davantage dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Il en résulte que le nombre absolu de jeunes en Afrique devrait continuer de croître beaucoup plus vite que dans le reste du monde, ce qui entraînera une augmentation considérable de la part du continent dans les jeunes ruraux du monde au cours des 30 prochaines années (voir **CARTE A**) (Stecklov et Menashe-Oren, 2018). Il y a 494 millions de jeunes qui vivent dans les zones rurales des pays en développement, selon le tracé administratif des zones urbaines et rurales (DAES 2014 et 2017). Ce nombre s'élève à 778 millions si l'on considère tous les jeunes à l'exception de ceux qui vivent dans des zones urbaines à forte densité de population. Actuellement, 65% des jeunes ruraux du monde vivent en Asie et dans le Pacifique et 20% en Afrique (voir la partie gauche de la **CARTE A**), mais la part de l'Afrique devrait atteindre 37% en 2050, tandis que celle de l'Asie et du Pacifique devrait tomber à 50%.

CARTE A Une part disproportionnée des jeunes ruraux se trouve aujourd'hui en Asie, mais la part de l'Afrique devrait augmenter rapidement

Part mondiale de la jeunesse rurale, en %, 2015



Part mondiale de la jeunesse rurale, en %, 2050



0,00-0,20 | 0,21-0,50 | 0,51-1,00 | 1,01-2,00 | 2,01-4,10 | 4,11-14,00 | 14,01-27,50

Note: La présente carte est un cartogramme à superficie égale (également connu sous le nom de carte égalisatrice de densité) de la part des jeunes ruraux au niveau mondial, par pays. Le cartogramme redimensionne chaque pays en fonction de sa part de population de jeunes ruraux au niveau mondial. Les sept couleurs représentées sur la carte permettent de différencier les diverses catégories de pays en fonction de leurs parts. L'augmentation prévue de la part des jeunes ruraux en Afrique d'ici 2050 est représentée par la plus grande taille de ce continent par rapport aux autres.
Source: Calculs des auteurs selon la méthode Gastner-Newman (2004) à partir de données démographiques spatialement désagrégées pour 2015 et de projections pour 2050 du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES). Les projections relatives aux jeunes ruraux sont créées en appliquant la part projetée de la population rurale à la population totale projetée des jeunes. Ceci se fonde sur l'hypothèse selon laquelle les structures d'âge dans les zones rurales et urbaines resteront les mêmes. On ne s'attend pas à ce que les écarts potentiels par rapport à cette hypothèse aient un effet notable sur les tendances générales des jeunes ruraux dans les différentes régions.

Le deuxième facteur préoccupant au sujet des jeunes des pays en développement est le changement technologique porteur d'une véritable transformation, d'une rapidité sans précédent, qui est maintenant induit par la vague de progrès de la technologie numérique. Cette dynamique entraîne des changements sociaux et économiques rapides et touche tous les aspects de la vie des populations. Si cette révolution numérique ouvre de nouvelles perspectives insoupçonnées, elle ferme aussi des voies plus traditionnelles de développement rural (Banque mondiale, 2019) et crée beaucoup d'incertitudes parmi les décideurs sur la manière de réagir à ces changements.

Conjuguée à la forte croissance économique des pays en développement au cours des 20 dernières années, cette révolution numérique est l'un des facteurs qui sous-tendent la troisième grande source de préoccupation au sujet des jeunes des pays en développement: leurs aspirations croissantes en matière de progrès économique et de participation aux décisions de leurs sociétés. La révolution numérique se caractérise par une forte diminution du coût de l'information et, par conséquent, par une augmentation massive de l'accès à l'information qu'offrent les idées, les images, les valeurs, et les biens et services du monde entier. Malgré des progrès économiques considérables, les aspirations croissantes des jeunes peuvent dépasser l'expansion de leurs possibilités économiques et sociales (Banque mondiale, 2019). Ces aspirations croissantes, et les conséquences sociales et politiques potentiellement négatives d'un échec à les réaliser, montrent combien il est nécessaire que les décideurs agissent.

ENCADRÉ 1 Définir la jeunesse

Nombreux sont ceux qui rejettent l'idée de définir la jeunesse par une tranche d'âge spécifique, mais l'âge est néanmoins la façon la plus pratique de définir ce groupe. Les Nations Unies définissent ce groupe comme étant constitué par les individus âgés de 15 à 24 ans. Tout en reconnaissant la complexité du concept de jeunesse et le fait que les définitions officielles de la jeunesse fondées sur l'âge varient d'une région à l'autre, le présent rapport utilise le paramètre des Nations Unies pour traiter les données statistiques, à des fins de comparabilité. On trouvera des précisions supplémentaires dans l'encadré 1.1 du chapitre 1 du rapport.

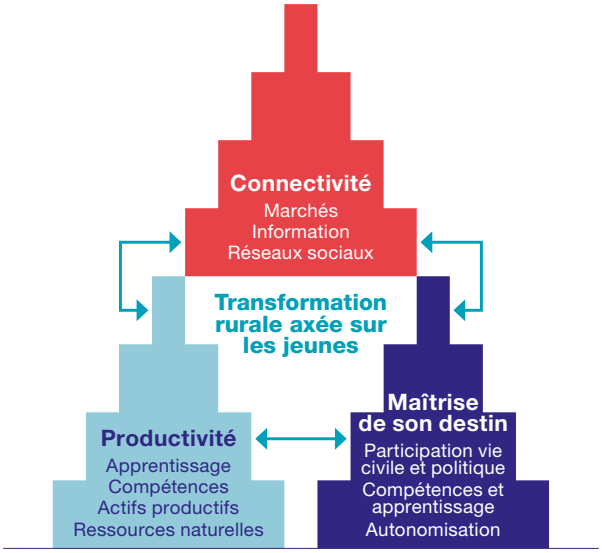
Le présent rapport se concentre sur les jeunes ruraux, qui représentent environ la moitié de la population totale des jeunes dans les pays en développement. Deux faits supplémentaires doivent être pris en compte à cet égard. D'abord, dans tous les pays en développement, les jeunes représentent une part plus importante de la population rurale que de la population urbaine, et les questions relatives aux jeunes sont donc particulièrement importantes dans les zones rurales. En deuxième lieu, même si les deux plus grandes populations de jeunes du monde se trouvent en Chine, pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, et en Inde, pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, la majorité des pays comptant une importante jeunesse rurale sont des pays à faible revenu où le taux de pauvreté est élevé (voir figure 1.1 au chapitre 1 du rapport). La plupart de ces pays se trouvent en Afrique subsaharienne et en Asie, où le pourcentage élevé de jeunes dans la population, le grand nombre de jeunes en termes absolus et la pauvreté généralisée posent des défis considérables aux sociétés qui veulent investir dans un avenir meilleur pour leurs citoyens, à une époque de grande transition.

Trois fondements pour le développement des jeunes ruraux: productivité, connectivité et maîtrise de son destin

Les politiques et les investissements en faveur de l'inclusion des jeunes destinés à encourager la transformation rurale doivent s'appuyer sur les trois fondements du développement rural: *la productivité, la connectivité et la maîtrise de son destin*, qui sont les pierres angulaires du bien-être de chacun et de chaque société. Le fait que les jeunes sont en transition vers une vie qui devrait intégrer ces éléments fondamentaux – qu'ils s'efforcent de devenir des individus productifs et connectés qui sont responsables de leur propre avenir – fait de ces éléments une donnée essentielle quand on pense au développement des jeunes ruraux.

Chacun de ces éléments fondamentaux doit être pris en considération parce qu'ils se renforcent mutuellement. Se concentrer sur un seul d'entre eux sera moins efficace que se concentrer sur les trois (voir **FIGURE B**). Les connections sociales, politiques, économiques, éducatives et psychologiques permettent aux jeunes d'accumuler des ressources et de les déployer de manière à accroître leur productivité et leurs revenus tout en créant de la valeur pour la société. La création de ces connections exige la maîtrise de son devenir, c'est-à-dire une certaine maîtrise de ses décisions et de la trajectoire de sa vie. La connectivité et la maîtrise de son destin contribueront davantage à la productivité dans un environnement favorable qui soutient et récompense l'initiative des jeunes au moyen de politiques et d'institutions efficaces, et qui leur fournit des soins de santé, une éducation et des infrastructures. Tout ensemble efficace de politiques et d'investissements en faveur des jeunes ruraux comprend un large éventail d'actions destinées à promouvoir le développement d'une jeunesse rurale productive, connectée et responsable de son avenir.

FIGURE B Fondements du développement des jeunes ruraux



Source: les auteurs.

Productivité

La productivité des jeunes ruraux est essentielle au bien-être des jeunes ruraux ainsi qu'au développement et à la prospérité de la société en général. Comme le souligne Paul Krugman dans *The Age of Diminished Expectations* (Krugman, 1994), «La capacité d'un pays d'améliorer son niveau de vie au fil du temps dépend presque entièrement de sa capacité d'augmenter sa production par travailleur». La productivité dépend de la qualité de l'environnement dans lequel les gens travaillent et du niveau de leurs compétences et de leur apprentissage. L'apprentissage ne se limite pas à la scolarité, comme l'explique le *Rapport sur le développement dans le monde 2018: Apprendre pour réaliser la promesse de l'éducation*. L'apprentissage peut être amélioré si les autorités en font une priorité et tiennent compte des faits, qui indiquent que toutes les parties prenantes de l'écosystème éducatif doivent aller dans le même sens pour que le système dans son ensemble fonctionne pour les apprenants (Banque mondiale, 2018). Il est particulièrement important de soutenir l'amélioration de l'apprentissage dans le cas des jeunes ruraux, en particulier des jeunes femmes rurales, qui ont tendance à accuser un retard par rapport au reste de la population. L'amélioration des résultats de l'apprentissage des jeunes ruraux, s'inscrivant dans un environnement favorable, jouera un rôle direct dans l'accroissement de la productivité et améliorera également leur sentiment de maîtrise de leur destin, ce qui alimentera une spirale vertueuse d'amélioration du bien-être (voir, par exemple, Brady et al., 2007).

Connectivité

La connectivité – aux personnes, aux marchés, aux services, aux idées et à l'information – aide les jeunes ruraux à s'intégrer plus pleinement dans une économie en transformation, ce qui augmente leur productivité. Par exemple, les zones rurales qui sont mieux connectées aux marchés grâce à la circulation de l'information et à de bonnes infrastructures de transport offrent davantage de possibilités de commercialisation des produits et services.

L'amélioration des liaisons physiques (infrastructures) et de la connectivité numérique (technologie mobile) offre un grand potentiel de réduction des distances entre les zones rurales et leurs marchés dans de nombreux pays en développement. En Afrique subsaharienne, par exemple, près de la moitié de la population jeune vit dans les zones les plus reculées et les moins connectées (selon les données du projet WorldPop)[iv]. Une plus grande connectivité offre également aux jeunes un moyen de construire et de renforcer leur capital social et humain, de développer leurs compétences et d'accroître leur confiance en soi, leur sentiment de maîtrise de leur destin, ce qui renforce et augmente leur productivité.

Responsabilité

Pour devenir plus productifs et plus connectés, les jeunes des zones rurales doivent avoir le pouvoir de prendre des décisions dans leur propre intérêt. Le sentiment de maîtriser son destin est certes important d'une manière générale, mais il l'est encore plus, pour ce qui est de parvenir à inclure les jeunes dans le processus de transformation rurale, puisque les jeunes ruraux sont plus souvent exclus que les citadins, jeunes ou adultes (Trivelli et Morel, 2018). Tout en offrant des possibilités d'améliorer la maitrise de son destin, le rythme rapide du changement actuel peut aussi être une difficulté pour les jeunes des régions rurales, en particulier pour ceux qui font face à de multiples niveaux d'exclusion. Par exemple, chez les jeunes femmes rurales, le sentiment de maîtriser son destin ne peut être renforcé uniquement par une action portant sur l'augmentation de leurs ressources, l'amélioration de leur position sociale, et la prise en compte de leur opinion, et de leurs aspirations; il faudra que les normes sociales qui freinent leur émancipation fassent aussi l'objet de mesures destinées à changer les attitudes et les attentes de leur famille et de la société (Van den Broeck et Kilic, 2018; Doss et al., 2018). La médiocrité des infrastructures et des systèmes éducatifs ainsi que la faiblesse des structures et des institutions sociopolitiques peuvent également entraver le développement de la maîtrise de son destin.

Contextualisation

Les caractéristiques individuelles influent clairement sur la productivité, la connectivité et la maîtrise de son destin chez les jeunes. Pourtant, les contreparties de ces caractéristiques et l'ensemble des caractéristiques dont les jeunes ont besoin dépendent du contexte dans lequel ils évoluent. En particulier, deux aspects requièrent une attention particulière. Le premier est le chevauchement des contextes nationaux, locaux et familiaux dans lesquels les jeunes vivent, apprennent et travaillent. L'intersection de ces contextes – le niveau de transformation atteint par l'économie et la société nationales, la productivité et la connectivité potentielles de la région spécifique dans laquelle ils vivent et les capacités de leurs familles – déterminera largement les débouchés qui s'offriront aux jeunes ruraux. Le deuxième aspect concerne le fait que les jeunes ruraux doivent faire face à un rythme de changement et à des types de changements qui sont radicalement différents de ce que les générations précédentes ont connu. En outre, il est important de recenser les contraintes particulières associées à la transition entre la jeunesse – et la dépendance – et l'âge adulte – et une plus grande indépendance. Un programme efficace d'investissements et de politiques en faveur des jeunes ruraux doit tenir compte du chevauchement des contextes particuliers dans lesquels ceux-ci vivent et de la façon dont la dynamique du changement mondial se manifeste dans ces contextes. Étant donné la nature transitoire de la jeunesse, il est également important de déterminer si et de quelle manière précise les difficultés auxquelles ils se heurtent, et donc les politiques et programmes nécessaires pour les aider, peuvent différer de celles auxquelles fait face la population rurale en général.

Contextes se chevauchant aux niveaux national, local et des ménages

Le niveau de transformation structurelle et rurale d'un pays détermine les paramètres de base des possibilités qui s'offrent aux jeunes ruraux en déterminant de manière générale le bien-être matériel que ceux-ci peuvent atteindre de manière réaliste et la structure des possibilités par lesquelles ils peuvent le faire. En termes généraux, à mesure que la transformation structurelle progresse, les personnes sont davantage susceptibles de gagner leur vie en dehors du secteur agricole, en s'engageant dans un travail salarié ou d'autres relations de travail formelles plutôt qu'en exerçant une activité indépendante. Ce processus, stimulé par l'augmentation de la productivité et des revenus dans l'ensemble de l'économie, y contribue aussi (FIDA, 2016).

Pour comprendre le contexte national, local et familial dans lequel vivent les jeunes, il faut comprendre le concept de la transformation rurale, qui est la manifestation rurale de la transformation structurelle plus large d'une économie.

L'augmentation des revenus conduit les consommateurs à consacrer une part de plus en plus importante de leurs revenus à des produits non alimentaires, alors même que le niveau absolu des dépenses alimentaires augmente (Engel, 1857). Cette évolution entraîne deux types de changements au niveau de la main-d'œuvre. Tout d'abord, elle entraîne un changement sectoriel, à mesure que la main-d'œuvre quitte l'exploitation agricole et se tourne vers un large éventail d'activités non agricoles, même si beaucoup d'entre elles sont encore liées à l'agriculture (FIDA, 2016). Les zones rurales deviennent plus productives, les niveaux de revenus augmentent et un ensemble plus diversifié d'activités économiques agricoles et non agricoles prend forme. De même, les activités agricoles commencent à utiliser davantage les intrants externes, à produire davantage pour le marché et à accroître considérablement la productivité agricole.

Dans les premières phases du processus de transformation, le déplacement sectoriel de la main-d'œuvre consiste principalement à passer d'un travail indépendant au sein de l'exploitation agricole à un travail indépendant à l'extérieur, dans des entreprises familiales informelles. Mais à mesure que les revenus augmentent et que les marchés se développent, commencent à apparaître des entreprises capables d'embaucher, de donner du travail tout en apportant de nouvelles technologies (capital) et en augmentant leur production. En stimulant la productivité globale, ces entreprises deviennent des agents clés de la transformation rurale. C'est ce qui entraîne le second type de changement dans la main-d'œuvre: le passage fonctionnel du travail indépendant à l'emploi salarié. Cette transformation de l'emploi est une caractéristique fondamentale de la transformation structurelle et rurale (FIDA, 2016). La transformation globale de l'économie rurale touche les jeunes ruraux en influant à la fois sur le niveau et les types de possibilités qui s'offrent à eux et en aidant à déterminer les types de politiques financièrement viables qui se verront accorder la plus haute priorité.

Transformation structurelle et rurale au niveau national

Le contexte national dans lequel vivent les jeunes ruraux – l'économie et la politique nationales – est d'une importance fondamentale pour deux raisons. En premier lieu, les décisions concernant les politiques, les programmes et les investissements sont principalement adoptées au niveau national, et ces décisions peuvent avoir des effets majeurs sur les possibilités offertes aux jeunes ruraux. Ensuite, le niveau de transformation structurelle et rurale d'un pays détermine dans une large mesure le niveau de bien-être matériel que les jeunes peuvent atteindre de manière réaliste et la structure des possibilités

de poursuivre cet objectif. En termes simples, les économies nationales dont le stade de transformation est moins avancé offrent un éventail plus restreint de possibilités, plus étroitement liées à l'agriculture et produisant généralement de faibles rendements. À mesure que l'économie se transforme, l'éventail des possibilités s'élargit, celles-ci sont de moins en moins directement liées à l'agriculture et les rendements potentiels sont plus élevés.

La transformation structurelle se mesure souvent par la part de l'activité non agricole dans le produit intérieur brut, tandis que la transformation rurale peut se mesurer par la valeur ajoutée agricole par travailleur (FIDA, 2016). Les pays connaissent différentes combinaisons de transformations structurelles et rurales au fur et à mesure que leur processus global de transformation progresse (voir **FIGURE C**). Dans certains d'entre eux – ceux qui ont des ressources naturelles plus importantes et des politiques publiques qui soutiennent l'agriculture – la transformation rurale progressera plus rapidement que leur transformation structurelle globale (pays du quadrant III). D'autres ont réalisé une transformation structurelle plus large tout en conservant un secteur agricole à petite échelle et à forte intensité de main-d'œuvre qui dégage des revenus relativement faibles (quadrant I). Certains pays ont progressé dans les deux sens (quadrant II) alors que, dans certains autres, le processus de transformation structurelle ou rurale ne fait que commencer (quadrant IV). Les schémas de transformation structurelle et rurale décrits à la **FIGURE C** ont

FIGURE C Les processus de transformation structurelle et rurale au niveau national fixent les paramètres de base des possibilités offertes aux jeunes ruraux

Typologie de la transformation des pays

Notes: APR: Asie et Pacifique; LAC: Amérique latine et Caraïbes; NEN: Proche-Orient, Afrique du Nord, Europe et Asie centrale; ASS: Afrique subsaharienne. Les pays sont réputés avoir atteint un degré relativement élevé de transformation rurale si leur valeur ajoutée par travailleur dépasse la médiane de l'échantillon (1 592 USD) et réputés avoir atteint un degré relativement élevé de transformation structurelle si la part de leur valeur ajoutée non agricole dépasse la moyenne de l'échantillon (80%). L'échantillon se compose de 85 pays à revenu faible ou intermédiaire tels que définis par la Banque mondiale (2018).
Source: les auteurs.

des incidences sur le type de politiques et de programmes que les pays peuvent ou doivent mener en faveur des jeunes ruraux.

De nombreux modèles différents sont en corrélation étroite avec le niveau de transformation qu'un pays a atteint. D'une manière générale, dans les économies les plus transformées (quadrant II), les revenus non agricoles représentent une part plus importante du revenu total, le secteur agricole a des taux de productivité plus élevés et les niveaux de revenu moyens sont plus élevés. La population de ces pays se compose, en moyenne, d'une proportion de jeunes moindre (18%) et d'une proportion de résidents urbains plus importante (65%), de sorte que la proportion de jeunes ruraux est beaucoup plus faible (7%). Ces mêmes pays ont aussi généralement des institutions plus fortes et dégagent plus de ressources fiscales par habitant. Il en résulte que même les pays très peuplés de cette catégorie, comme l'Indonésie, ont plus de ressources à investir dans la jeunesse, une meilleure capacité de programmation et d'utilisation de ces ressources, et moins de jeunes ruraux sur lesquels leurs efforts doivent porter. S'ils en ont la volonté politique, ces pays peuvent souvent faire de grands progrès en investissant dans les jeunes ruraux. La plupart de ces pays se trouvent en Amérique latine, dans les Caraïbes, au Proche-Orient et en Afrique du Nord; la Namibie, l'Afrique du Sud et l'Eswatini sont les cas qui font exception en Afrique subsaharienne.

La situation est tout autre pour les économies les moins transformées (quadrant IV). Ces pays ont des taux moyens de pauvreté rurale d'environ 50% et des revenus par habitant dix fois moins élevés que ceux des économies les plus transformées. Si la fréquence des conflits dans les pays du quadrant IV est similaire à celle des autres types de pays, du fait de la faiblesse de leur structure institutionnelle et de leur gouvernance, ils sont beaucoup plus susceptibles d'être ce que la Banque mondiale qualifie des États fragiles. La plupart de ces pays se situent en Afrique subsaharienne, mais certains se trouvent en Asie et dans le Pacifique. Ces pays ont la plus forte proportion globale de jeunes (20% de la population) et d'habitants des zones rurales (13%, soit près du double de la proportion observée dans les pays les plus transformés); ils ont également les ressources fiscales les plus basses et les capacités d'investissement les plus faibles (voir la figure 2.1 au chapitre 2 du rapport).

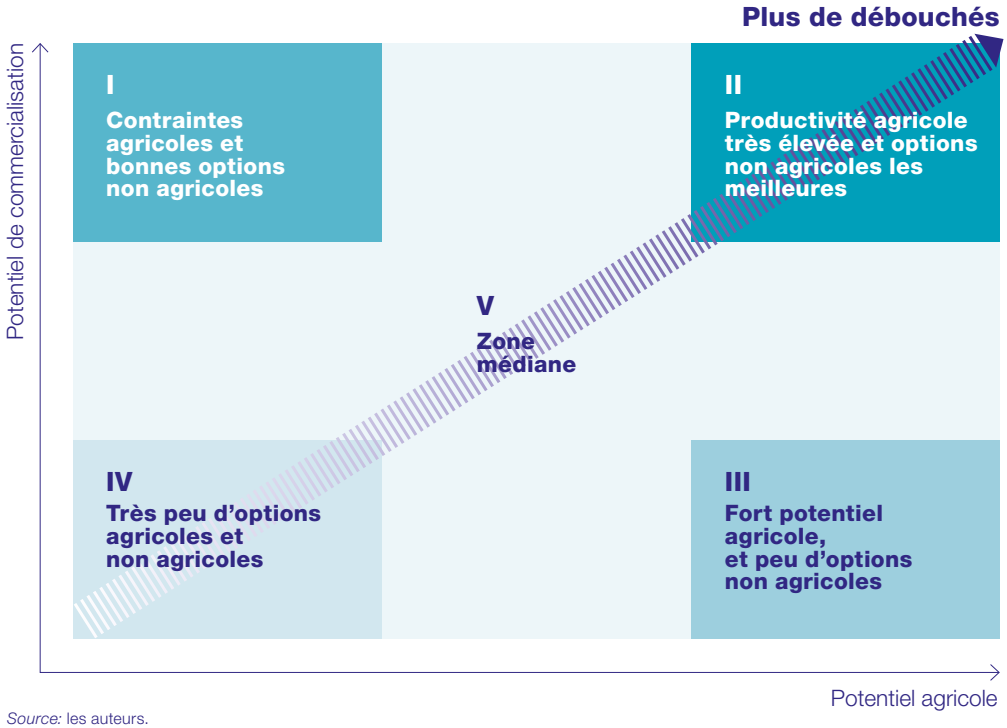
L'espace des débouchés ruraux

Dans un même pays, les possibilités offertes aux jeunes ruraux varient d'un endroit à l'autre. L'économie d'un pays peut certes connaître des transformations structurelles et rurales au niveau national, mais toutes les régions du pays n'évolueront pas nécessairement au même rythme. Dans les zones rurales, les possibilités dépendent largement de l'étendue de l'accès aux marchés (production agricole, intrants, main-d'œuvre, finances et autres marchés), ce qui détermine le *potentiel de commercialisation* de la région, et de la nature des ressources naturelles, et, ensuite, la *productivité agricole potentielle* de la région. Ces deux facteurs ont de fortes dimensions spatiales (Wiggins et Proctor, 2001; Ripoll et al., 2017) et forment ensemble l'*espace des débouchés ruraux* (voir **FIGURE D**). Ce cadre géographique économique détermine ce qui est possible pour les jeunes ruraux, indépendamment du contexte local, des normes sociales particulières ou des préférences individuelles (Sumberg et al., 2018).

Le potentiel de commercialisation augmente avec la connectivité aux villes et aux marchés, et avec le potentiel d'investissement du secteur privé, qui sont tous d'une importance cruciale s'agissant d'étendre les possibilités aux jeunes ruraux. Fait prometteur, les villes rurales et les villes secondaires plus proches des zones rurales connaissent une croissance plus rapide que les capitales plus éloignées (Roberts et Hohman, 2014). Cette expansion des villes secondaires a eu un impact plus important quant à la réduction de

FIGURE D Le potentiel de commercialisation et le potentiel agricole d'une région rurale donnée conditionnent les possibilités que le contexte national offre aux jeunes ruraux

Espace des débouchés ruraux



Source: les auteurs.

la pauvreté que la croissance des grandes zones métropolitaines, parce que ces villes plus petites offrent des destinations de migration plus accessibles aux résidents ruraux. Ces centres urbains jouent un rôle de plus en plus central dans le bien-être des zones rurales (la Tanzanie en est un exemple) et dans la création de modèles de croissance plus inclusifs (comme en Inde) (Christiaensen, De Weerdt et Todo, 2013; Gibson et al., 2017).

Pourtant, les connections physiques et virtuelles entre ces centres urbains et les zones rurales sont souvent médiocres. La création de la plupart des connexions nécessaires dépend à la fois de la disponibilité de biens publics, tels que l'amélioration des routes et des infrastructures de communication, et de l'investissement privé. De plus en plus, le secteur privé fournit des technologies mobiles, des installations après récolte et des capacités de transformation, ainsi que des intrants agricoles dans les zones rurales. Infrastructures et services publics solides (routes en bon état, systèmes juridiques et réglementaires rationnels) et population éduquée sont toutefois des conditions préalables à des investissements privés à grande échelle. Une économie plus productive et de meilleures connexions spatiales au sein de celle-ci augmenteront les retombées des investissements qui ciblent spécifiquement les jeunes ruraux. Une croissance soutenue et une transformation structurelle vont généralement de pair avec un engagement public à investir dans la santé, l'éducation et les infrastructures (Banque mondiale, 2018). En conséquence, dans les pays qui font ces investissements, les jeunes les plus instruits et les plus qualifiés auront plus de possibilités d'utiliser leurs compétences de façon productive et de faire preuve de plus d'initiative pour saisir ces débouchés.

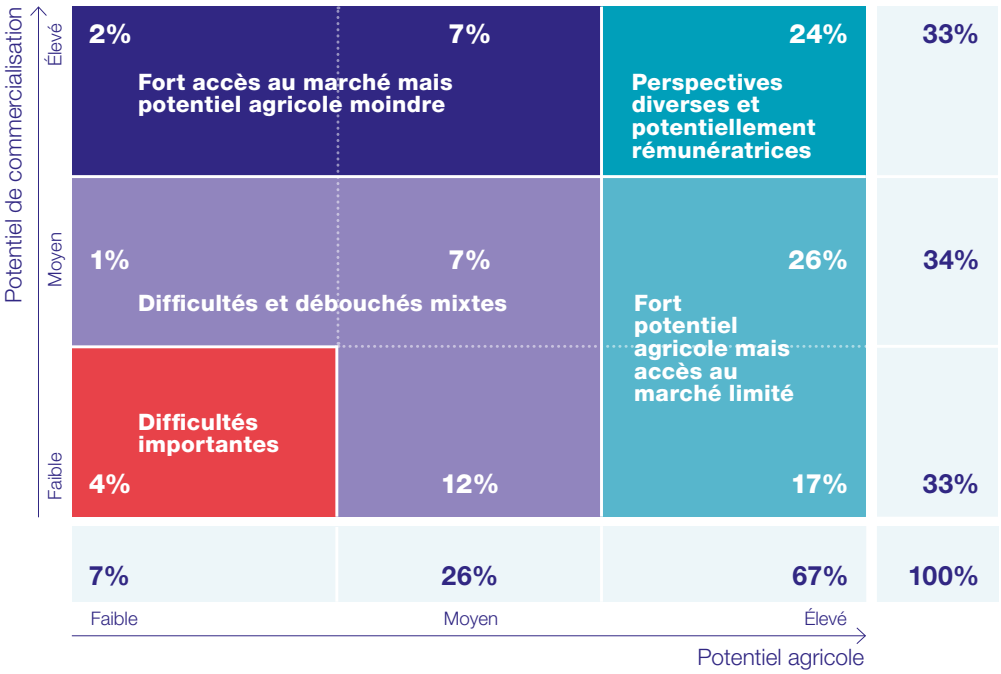
Le potentiel de production agricole et le potentiel de commercialisation se conjuguent pour façonner les débouchés et les obstacles que rencontrent les jeunes ruraux dans leur environnement national. La productivité agricole est le moteur de la transformation rurale et, avec elle, de la répartition sectorielle et fonctionnelle des débouchés pour les jeunes ruraux. Le potentiel de production agricole peut se mesurer de différentes manières; les indices de végétation fondés sur les données de télédétection (comme l'indice de végétation amélioré) sont de plus en plus utilisés comme mesures indirectes permettant des comparaisons au niveau mondial (Jaafar et Ahmad, 2015; Chivasa et al., 2017). Pour les mêmes raisons, des données spatialement explicites sur la population mondiale sont utilisées pour calculer la densité de peuplement et servent de mesure indirecte du potentiel commercial. Si l'on combine ces données avec l'indice de végétation amélioré (en excluant les zones bâties et boisées), on obtient une estimation empirique de l'espace des débouchés ruraux.

Une analyse de l'espace des débouchés ruraux montre que seulement 7% des jeunes ruraux vivent dans les zones ayant le potentiel agroécologique le plus faible (voir **FIGURE E**, première colonne), tandis que 67% vivent dans les zones ayant le potentiel agroécologique le plus élevé (voir **FIGURE E**, troisième colonne). Cette configuration spatiale montre que le potentiel agricole n'est pas en soi un facteur contraignant primaire pour une majorité des jeunes ruraux. Partant, si la productivité agricole de ce groupe est faible, la raison en est le manque d'accès aux marchés nécessaires, tant pour les intrants (notamment les semences améliorées, les engrais et l'eau) que pour les produits (dont la vente inciterait à investir dans des gains de productivité).

Un quart (187 millions) des 778 millions de jeunes ruraux selon la définition élargie utilisée dans le présent rapport vit dans des zones qui ont les potentiels agroécologique

FIGURE E Deux jeunes ruraux sur trois des pays en développement vivent dans des espaces ruraux où les débouchés ont un fort potentiel agricole

Espace des débouchés ruraux modifié

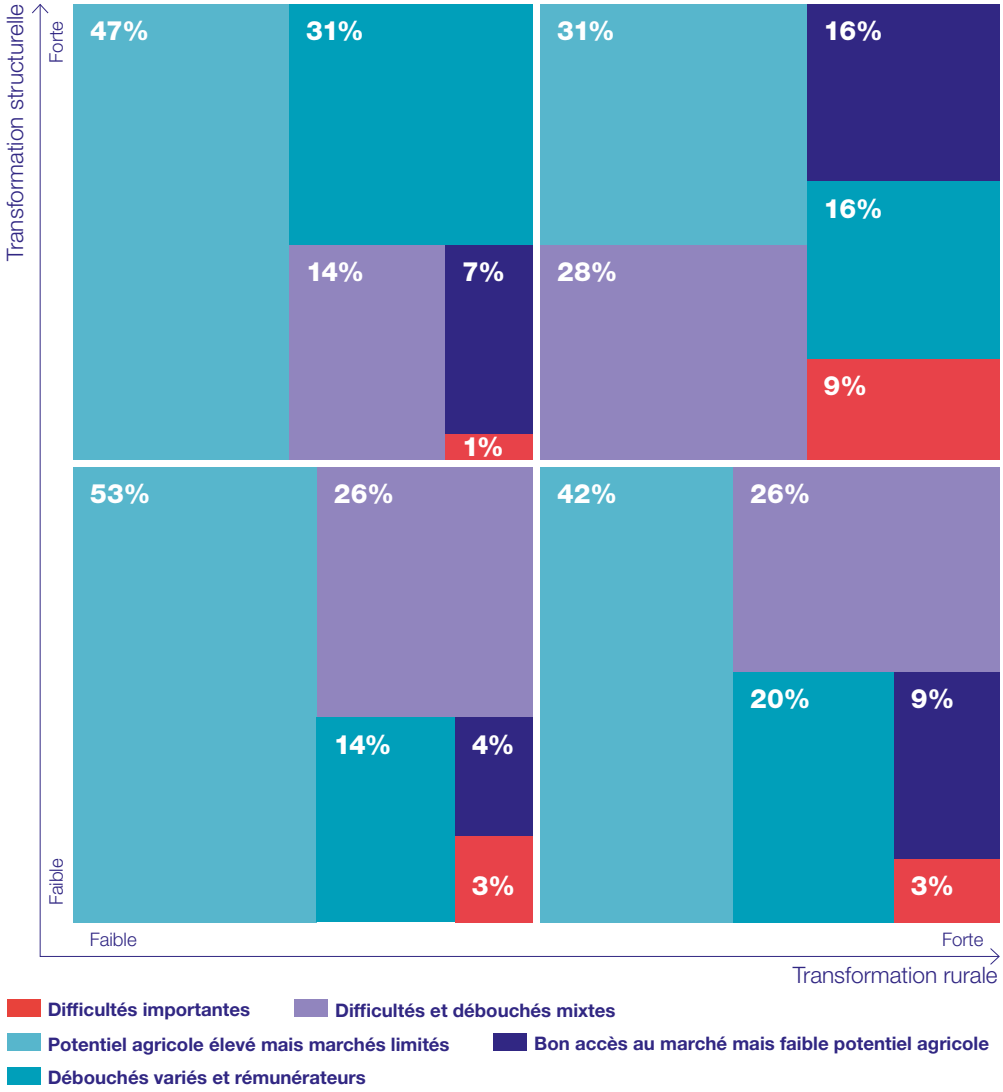


Note: L'ensemble de données couvre 85 pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (selon les définitions de la Banque mondiale de ces catégories et des données pour 2018).
Source: Calculs des auteurs fondés sur des données démographiques spatialement désagrégées du projet WorldPop et des données de l'indice de végétation amélioré (Enhanced Vegatation Index – EVI) du spectroradiomètre imageur à résolution moyenne (MODIS) de la National Aeronautics and Space Administration (NASA). Une description détaillée des données et de la méthode figure au chapitre 2 et à l'annexe B du rapport.

et commercial les plus élevés (c'est-à-dire qu'ils se trouvent dans l'espace des diverses possibilités, comme le montre la **FIGURE E** dans la cellule supérieure droite)[v]. Ces régions (par exemple, au Bangladesh, en Égypte et au Ghana) offrent des possibilités diverses et potentiellement rémunératrices. À l'autre extrême, seulement 4% des jeunes des pays en développement vivent dans l'espace des difficultés les plus grandes (c'est-à-dire dans les zones où le potentiel agricole et commercial est le plus faible, comme le montre la cellule de gauche). Les investissements en faveur des jeunes ruraux dans ces parties très différentes de l'espace des débouchés ruraux doivent donc être différenciés afin d'être efficaces dans l'intégration des jeunes ruraux dans la transformation rurale.

FIGURE F Dans les pays les moins transformés, la plus grande part des jeunes ruraux vivent dans des zones à fort potentiel agricole. Les pays les plus transformés font face à la difficulté la plus grande, s'agissant de toucher les jeunes vivant dans les zones isolées et à faible potentiel

Prévalence des jeunes dans l'espace des débouchés ruraux modifié, par zone de transformation nationale



Notes: L'ensemble de données couvre 85 pays à revenu faible ou intermédiaire (selon les définitions de la Banque mondiale de ces catégories et des données pour 2018). L'échantillon ne comprend que les zones non urbaines (zones rurales, semi-rurales et périurbaines).
Source: Calculs des auteurs fondés sur les données WorldPop, celles de l'indice de végétation amélioré et celles des Indicateurs du développement dans le monde.

La combinaison de la typologie de la transformation des pays et de la classification de l'espace des débouchés ruraux fournit un cadre pour l'établissement des priorités politiques, d'investissement et programmatiques destinées à aider les jeunes ruraux à devenir productifs, connectés et responsables de leur avenir (voir **FIGURE F**). Deux modèles sont particulièrement remarquables.

D'abord, les jeunes qui font face aux plus grandes difficultés géographiques – ceux qui vivent dans les zones à «difficultés importantes» et à «difficultés et possibilités mixtes» – vivent principalement dans les pays les plus fortement transformés. En fait, dans l'ensemble des pays en développement, près des deux tiers (65%) des 28 millions de jeunes ruraux vivant dans des zones où ils se heurtent à de graves difficultés vivent dans les pays les plus fortement transformés. Ce groupe est également le plus répandu dans les pays les plus transformés, avec 9% de tous les jeunes ruraux. Dans les pays les moins transformés, ils ne représentent que 3% des jeunes ruraux. L'étendue de la zone des «difficultés importantes» dans les pays les plus transformés indique l'existence de petites poches de pauvreté persistante, plutôt qu'une pauvreté généralisée. Ghani (2010) appelle cela le problème des «régions en retard de développement».

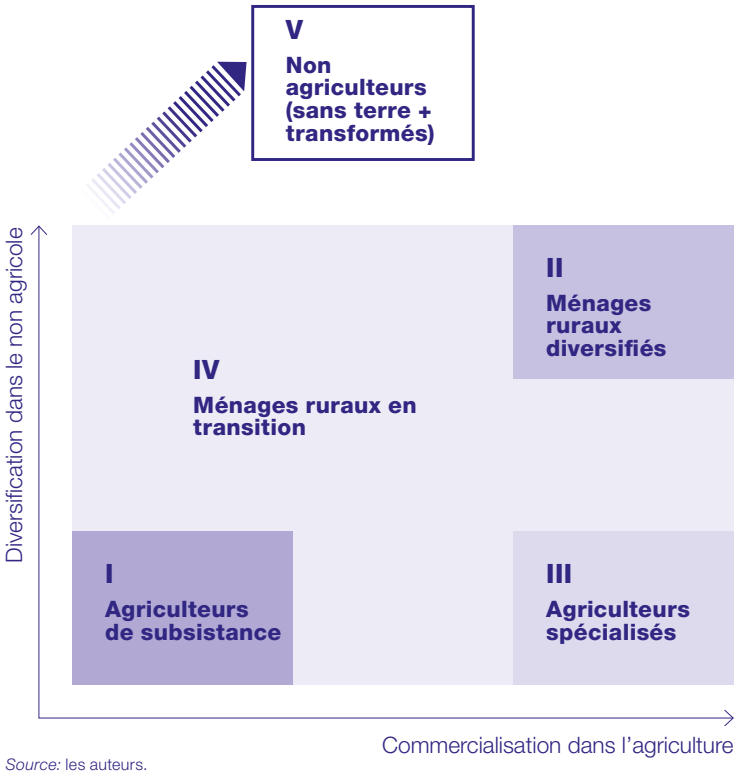
En deuxième lieu, dans les pays les moins transformés, plus de la moitié des jeunes ruraux vit dans la zone à «fort potentiel agricole mais accès limité aux marchés». Ces pays étant également les plus dépendants de l'agriculture, cette caractéristique indique l'existence d'un fort potentiel de croissance de la productivité agricole non réalisé, qui pourrait être exploité si l'accès aux marchés des produits et des intrants pouvait être amélioré.

Catégories de transformation des ménages

La grande majorité des jeunes ruraux des pays en développement sont des personnes à charge de familles nombreuses. Ainsi, en plus du niveau de transformation de l'économie nationale et de l'espace des débouchés ruraux dans lequel vivent les jeunes, les caractéristiques des ménages dans lesquels ils vivent influent également sur l'ensemble des perspectives qui s'offrent à eux et des difficultés qu'ils rencontrent.

Les ménages ruraux, comme les États, atteignent des niveaux et des combinaisons de transformation différents en fonction de leurs moyens de subsistance (voir **FIGURE G**). Des connexions à un large éventail de marchés sont nécessaires pour permettre ces transformations. Les ménages peuvent se diversifier au-delà de l'exploitation agricole pour ajouter une composante d'origine non agricole à leurs revenus (axe vertical) et certains d'entre eux quittent complètement l'agriculture et deviennent des *ménages non agricoles* totalement *transformés*. Ils peuvent aussi investir dans leurs activités agricoles pour les rendre plus productives et plus axées sur le marché, certains d'entre eux devenant alors des *agriculteurs spécialisés* qui réalisent

FIGURE G Catégories de transformation des ménages



Source: les auteurs.

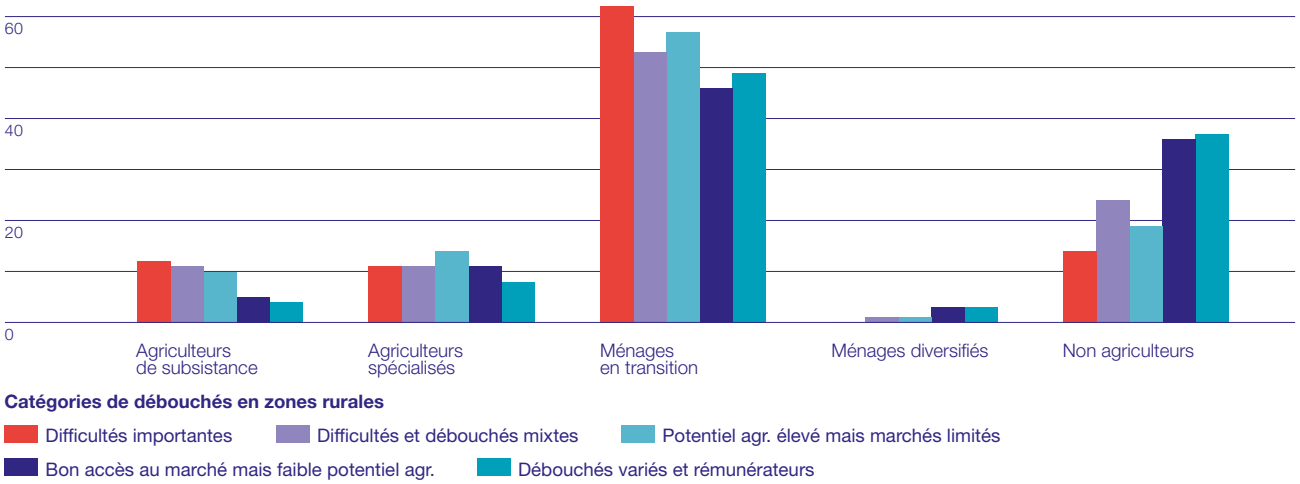
une grande partie de leurs ventes directement à partir de leurs activités agricoles et ont peu de revenus non agricoles. Les ménages peuvent également se transformer dans les deux dimensions, en intensifiant leurs activités agricoles et en vendant une grande partie de leur production tout en ajoutant une composante non agricole à leurs revenus. Ceux qui vont le plus loin dans chacune de ces directions deviennent des *ménages ruraux diversifiés* et dynamiques. D'autres continuent d'être des *agriculteurs de subsistance*, qui ont peu de revenus non agricoles et vendent très peu de leur production agricole. Le groupe qui présente le plus de difficulté est celui des ménages qui n'ont pas de terres et ont peu d'autres ressources: les *non agriculteurs sans terre*. Les ménages qui se sont partiellement diversifiés sans intégrer aucun de ces groupes sont appelés *ménages ruraux en transition*.

Les types de ménages dans lesquels vivent les jeunes ruraux définissent les débouchés qu'ils peuvent effectivement saisir dans l'ensemble des débouchés disponibles dans leur environnement national et rural. Les types de catégories de ménages qui prédominent sont vraisemblablement influencés par le niveau de transformation du pays et par l'espace des débouchés ruraux dans lequel les ménages sont situés. Des pays plus fortement transformés offrent davantage de possibilités de diversification économique, d'intensification des activités agricoles, ainsi que d'abandon de l'agriculture et d'accès à des emplois ruraux non agricoles. On peut donc s'attendre à ce que ces pays comptent un plus grand pourcentage de non-agriculteurs transformés, de ménages ruraux diversifiés et (peut-être) d'agriculteurs spécialisés dans leurs zones rurales. Dans un même pays, les espaces ruraux plus connectés (ceux qui offrent des débouchés divers et des marchés forts avec un potentiel agricole limité) ont souvent des ménages non agricoles plus diversifiés et complètement transformés, tandis que les espaces moins connectés (ceux qui sont mixtes, qui font face à des difficultés importantes ou qui ont un potentiel agricole élevé mais des marchés limités) comptent probablement davantage de ménages de subsistance[vi].

La **FIGURE H** montre à quel point ces attentes sont amplement confirmées. À mesure que l'espace offre davantage de débouchés (en partant du côté des difficultés importantes s'agissant des débouchés ruraux et se déplaçant vers le côté des débouchés variés et

FIGURE H Les ménages participent à l'économie en fonction des possibilités qu'offre leur espace de débouchés ruraux

Pourcentage de ménages dans l'espace des débouchés ruraux, par type de ménage



Notes: L'addition des pourcentages de ménages dans chaque catégorie de l'espace des débouchés ruraux dépasse 100.
Source: Calculs des auteurs, fondés sur les données concernant les ménages de 12 pays situés dans trois régions (Afrique subsaharienne, Asie et Pacifique, et Amérique latine et Caraïbes) et les données sur la densité de population tirées du projet Worldpop et des données de l'EVI du MODIS (NASA) au niveau des régions de recensement.

rémunérateurs), la prévalence des ménages de subsistance diminue et la prévalence des ménages diversifiés et entièrement transformés augmente. Les ménages ruraux diversifiés, presque absents de l'espace des difficultés importantes, sont trois fois plus fréquents dans l'espace des débouchés variés et l'espace caractérisé par des marchés forts au potentiel agricole inférieur (les deux espaces au potentiel commercial le plus grand) que dans les espaces mixtes et dans les espaces ayant un potentiel agricole élevé mais des marchés limités.

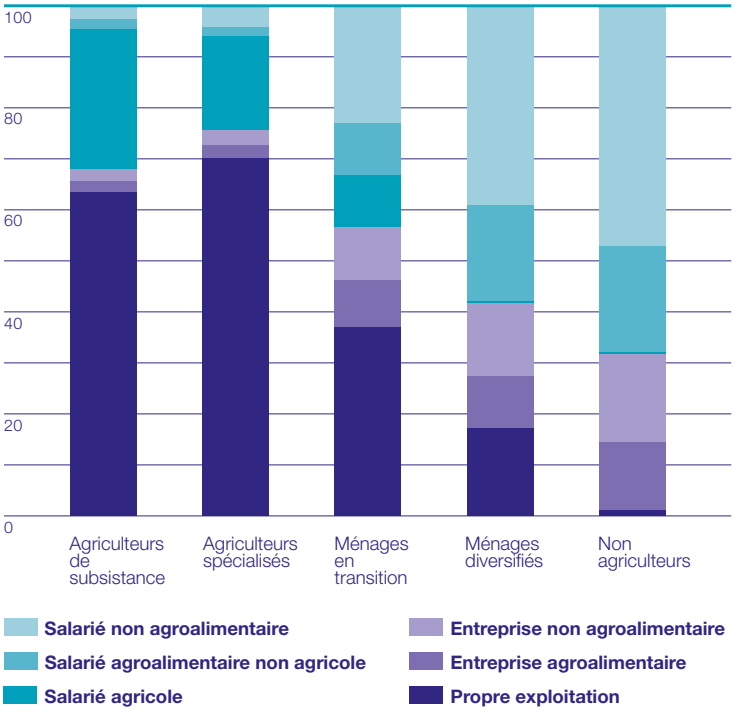
Les ménages non agricoles entièrement transformés – c'est à dire les ménages ruraux qui ont quitté l'agriculture – sont légèrement plus fréquents dans l'espace des débouchés les plus élevés (débouchés variés) que dans l'espace occupant la deuxième place des débouchés les plus élevés (marchés forts avec potentiel agricole inférieur). Cela donne à penser que, face au même niveau de connexion au marché (tous ceux qui se trouvent dans la rangée supérieure de la **FIGURE E**), un plus grand nombre de ces ménages choisissent de se spécialiser dans l'économie non agricole plutôt que de diversifier à la fois leurs activités agricoles et non agricoles. Cela concorde avec les données générales selon lesquelles les activités hors exploitation rurale dans les régions rurales sont fortement associées à des revenus plus élevés (Haggblade, Hazell et Reardon, 2007).

En général, les ménages ruraux diversifiés et les ménages non agricoles entièrement transformés – quels que soient les niveaux de transformation de l'espace rural local et de l'économie nationale au sens large – sont en mesure d'offrir à leurs jeunes davantage de possibilités. Les ménages de ces catégories ont le taux de pauvreté le plus faible et la proportion la plus forte de jeunes ayant fait des études secondaires.

Ce que font les jeunes ruraux dépend de ce que font les autres membres de leur ménage, mais seulement en partie. Dans le modèle de base, les jeunes répartissent leur temps entre les activités agricoles et les activités non agricoles de la même façon que leur famille, mais ils s'écartent clairement de ce modèle lorsqu'il s'agit du type de travail non agricole qu'ils effectuent. Dans les ménages pratiquant l'agriculture de subsistance, les ménages dans l'agriculture spécialisée et les ménages en transition, les jeunes ruraux consacrent la majeure partie de leur temps de travail dans l'exploitation familiale du ménage et au travail agricole salarié. Ceux qui vivent dans des ménages moins orientés vers l'agriculture (ménages ruraux diversifiés et ménages non agricoles entièrement transformés) effectuent principalement un travail salarié hors de l'exploitation (voir **FIGURE I**). Les jeunes ruraux des ménages non agricoles sans terre sont ceux qui consacrent

FIGURE I Ce que font les jeunes ruraux dépend, mais seulement en partie, de ce que font les autres membres du ménage

Répartition des activités professionnelles des jeunes ruraux par catégories d'emploi fonctionnelles et sectorielles (% en équivalent plein temps)



Notes: Les ménages non agricoles comprennent les ménages sans terre qui dépendent du travail agricole salarié (moins de 1% du total) et les ménages entièrement transformés qui n'ont pas non plus de revenu agricole propre et qui font principalement un travail salarié non agricole (dans le système agroalimentaire et à l'extérieur – 40% du total).
Source: Calculs des auteurs faits à partir de données sur 128 227 personnes représentant environ 134 millions de jeunes ruraux dans 12 pays d'Asie et du Pacifique, d'Amérique latine et des Caraïbes et d'Afrique subsaharienne.

le plus de temps de travail au travail agricole salarié. Ces tendances reflètent les activités des ménages des jeunes.

La divergence entre les modèles de travail non agricole des jeunes et ceux de leurs ménages est assez claire. Dans une bien plus grande mesure que les membres plus âgés du ménage, ils font régulièrement un travail salarié non agricole (principalement dans le secteur agroalimentaire) et sont beaucoup moins présents pour tout type de travail dans l'exploitation. Cela indique probablement leur accès limité aux actifs et au capital nécessaires au démarrage d'une entreprise, ce qui est compréhensible, étant donné la phase de transition du cycle de vie dans laquelle ils se trouvent. La transformation rurale, dans le secteur agroalimentaire comme ailleurs, connecte de plus en plus de régions le long du continuum rural-urbain, d'où l'importance des investissements axés sur les jeunes et créateurs d'emploi dans le secteur agroalimentaire.

Obstacles entravant la transition de la dépendance à l'indépendance

Les possibilités qui s'offrent aux jeunes ruraux dépendent du contexte national, rural et familial, mais, le fait de créer de telles possibilités ne garantit pas qu'ils seront à même de les saisir. Les jeunes ruraux qui passent de la dépendance à l'indépendance doivent posséder certaines capacités, compétences, ressources financières et actifs clés (tels que la terre) pour être à même de trouver des débouchés et de les exploiter. Les normes sociales et les circonstances locales (la dynamique agraire et les politiques et institutions qui la sous-tendent) déterminent également la manière dont les jeunes ruraux «lisent» les débouchés (Sumberg et al., 2018). C'est doublement vrai pour les jeunes femmes rurales, qui font souvent face à des contraintes sociales qui les empêchent de développer les capacités et les liens et connections qui leur permettraient de prendre en main leur propre vie. Les jeunes ruraux appartenant à des minorités ethniques ou à d'autres groupes marginalisés risquent en outre de se heurter à des obstacles plus importants que les membres du groupe ethnique dominant.

Capacités et compétences

Les jeunes ruraux ont besoin de capacités et de compétences très différentes de celles de leurs parents. Plus rapide que jamais, l'évolution de la nature du travail crée une demande de nouveaux ensembles de compétences. La transformation rurale, en particulier du système agroalimentaire, étend la portée des marchés à de nouvelles parties du territoire, reliant les zones rurales et urbaines et alimentant la concurrence pour les produits des exploitations agricoles de toutes dimensions. La révolution numérique rend l'accès à l'information de plus en plus essentiel à la réussite tant dans l'exploitation agricole qu'en dehors de celle-ci. Les jeunes doivent comprendre les modes de communication qui sont intégrés dans ces applications et savoir comment rechercher les informations et créer des réseaux de contacts.

Les progrès technologiques rapides remodèlent également l'avenir de la main-d'œuvre en augmentant la demande de compétences humaines qui ne peuvent être pleinement imitées par les machines (Banque mondiale, 2018). Pour s'adapter à ces demandes complexes, les établissements d'enseignement ne doivent pas seulement transmettre aux jeunes les compétences techniques de base, mais aussi des compétences cognitives avancées (l'esprit critique et la résolution de problèmes) et les compétences non cognitives nécessaires pour que ces jeunes trouvent de bons emplois (Fox, 2018; Filmer et Fox, 2014; Banque mondiale, 2018). Les compétences non cognitives comprennent des traits de personnalité comme la prise de conscience, l'extroversion, l'amabilité et

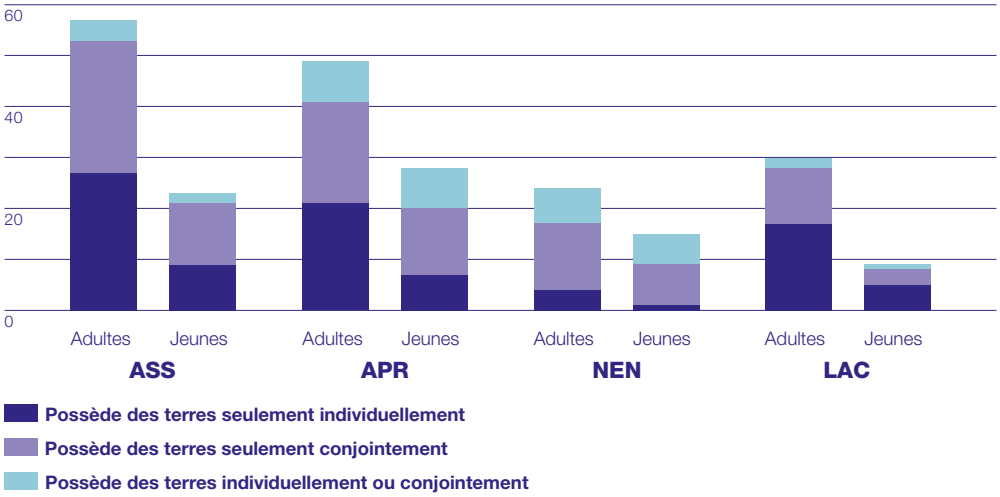
l'ouverture à l'expérience. Il apparaît de plus en plus évident que ces compétences sont importantes tant pour l'emploi salarié que pour le travail indépendant et pour la création de microentreprises dans les zones rurales et autres des pays en développement. Comme les compétences cognitives, ces compétences sont étroitement liées aux résultats en matière d'emploi et de revenu (Heckman et Kautz, 2013).

La terre

Les jeunes des zones rurales qui souhaitent devenir agriculteurs se sont toujours heurtés à des difficultés s'agissant d'avoir accès à la terre, mais trois facteurs rendent maintenant cette difficulté encore plus grande. D'abord, en raison de la croissance démographique rapide, notamment en Afrique subsaharienne, une grande partie de la population rurale vit désormais dans des zones plus densément peuplées. Les terres sont de moins en moins disponibles et les parcelles sont de plus en plus petites et fragmentées. Ensuite, les parents vivent plus longtemps et continuent de cultiver leur terre plus longtemps, et ils sont donc moins susceptibles de transférer des terres à leurs enfants lorsque ceux-ci entrent sur le marché du travail. Les enfants qui veulent cultiver la terre peuvent donc soit travailler la terre de leurs parents, ce qui retarde leur transition vers l'indépendance et l'obtention d'un plus grand pouvoir de décision, soit, si leurs finances et les marchés locatifs locaux le leur permettent, louer des terres. S'ils louent, les questions de qualité des terres et de sécurité foncière deviennent une préoccupation (Yeboah et al., 2018). Enfin, l'essor rapide des exploitations agricoles commerciales de taille moyenne, stimulé par l'expansion des marchés rendue possible par les processus de transformation structurelle et rurale, accroît la concurrence pour les terres. On estime que ces exploitations contrôlent entre 30 et 50% des terres agricoles au Ghana, au Kenya, au Malawi et en Zambie (Jayne et al., 2016). En conséquence, les jeunes ont nettement moins de possibilités que les adultes de posséder des terres et encore moins d'en détenir le titre de propriété exclusif (voir **FIGURE J**). En Afrique subsaharienne, environ 1 adulte sur 3 est propriétaire unique d'une parcelle, alors que c'est le cas de moins de 1 jeune sur 10.

FIGURE J Les jeunes ruraux possèdent moins de terres que les adultes, seuls ou à plusieurs

Types de propriété foncière, jeunes et adultes, pourcentage par région



Notes: ASS: Afrique subsaharienne; APR: Asie et Pacifique; NEN: Proche-Orient, Afrique du Nord, Europe et Asie centrale; LAC: Amérique latine et Caraïbes.
Source: Calculs des auteurs basés sur les données de l'Enquête démographique et de santé pour 42 pays.

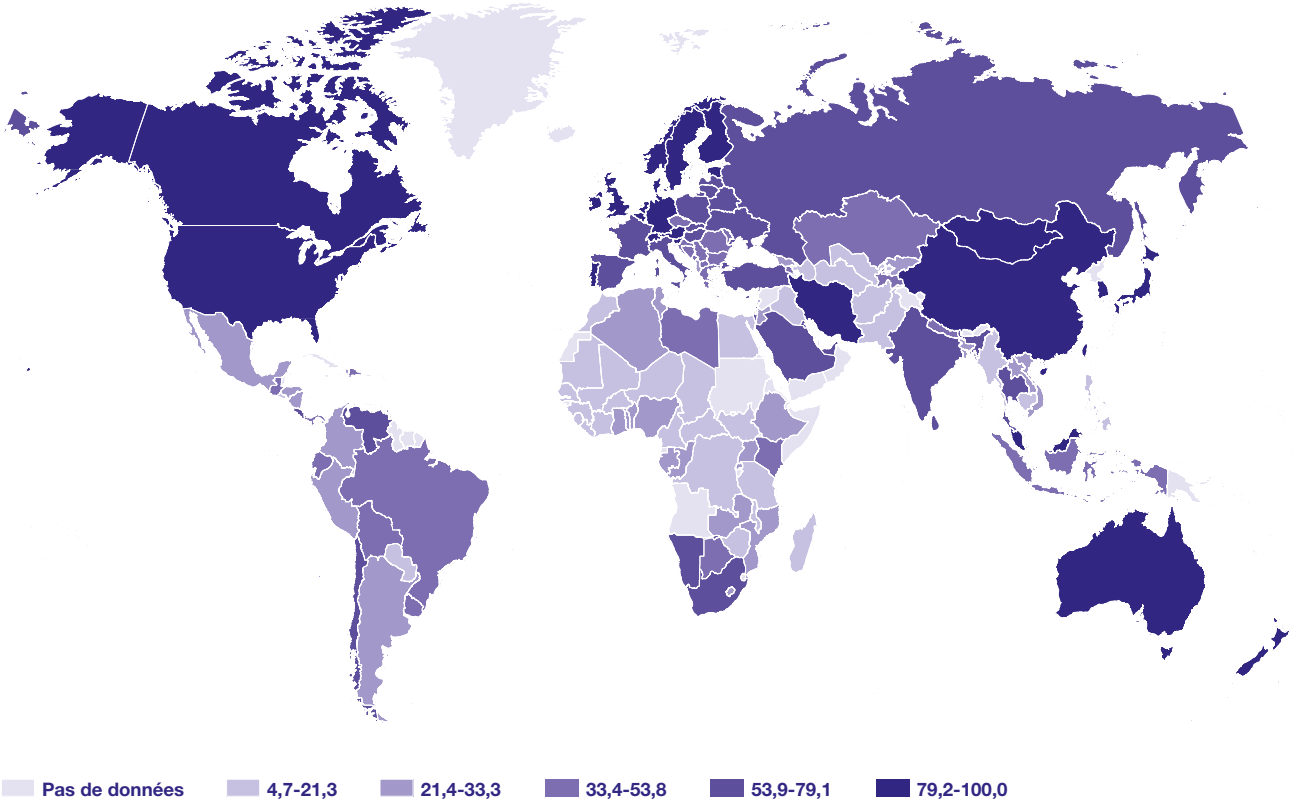
On sait que les changements climatiques devraient aggraver les contraintes foncières auxquelles font face les jeunes ruraux (voir le chapitre 7 du rapport), mais il convient aussi de souligner que la révolution numérique peut offrir des débouchés qui facilitent l'accès aux registres fonciers et aux marchés locatifs (voir le chapitre 8 du rapport). Des investissements ciblés peuvent permettre de relever ces défis et de tirer parti des possibilités offertes par la dynamique du changement.

Le financement

L'accès au financement est plus important dans le contexte actuel de transformation économique des pays; or, les jeunes ruraux se heurtent à de grandes difficultés à cet égard. La rentabilité de l'agriculture dépend de plus en plus de l'utilisation d'intrants achetés, en particulier lorsqu'il s'agit de produire pour des marchés dynamiques, comme les produits frais pour les villes en croissance. L'accès au crédit peut faciliter l'entrée sur ces marchés (Tschirley et al., 2017). L'entrée dans le travail indépendant non agricole nécessite également un certain investissement initial, et l'accès au crédit peut grandement améliorer la bonne marche des affaires. Les jeunes ont moins de contacts et d'atouts et ont donc plus de difficultés à accéder aux services financiers classiques. Ils constituent également une part disproportionnée de la population mondiale non bancarisée (voir **CARTE B**) (Gasparri et

CARTE B Les jeunes des pays en développement ont peu accès aux institutions financières classiques

Pourcentages de jeunes qui ont un compte dans une institution financière classique (2017)



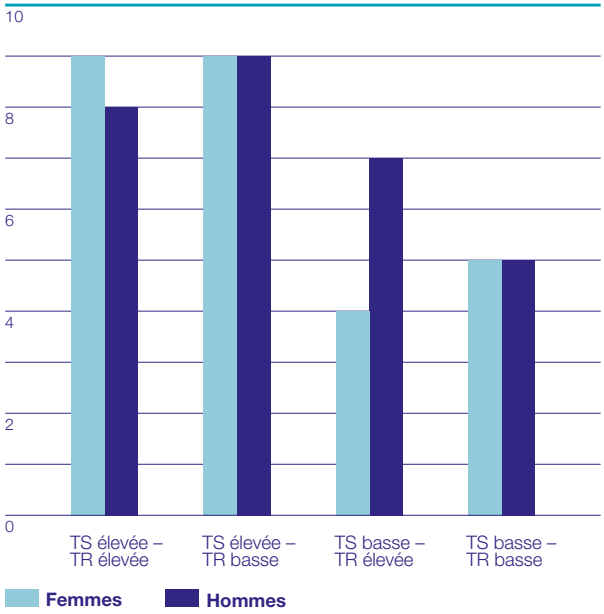
Source: Banque mondiale (2017a).

Muñoz, 2018). Les jeunes ruraux sont souvent moins bien lotis que les jeunes urbains à cet égard, car ils vivent dans des lieux reculés.

Cependant, la révolution numérique ouvre des perspectives positives en matière de financement. Les services financiers numériques tels que les services monétaires par téléphonie mobile peuvent réduire les écarts d'accès aux services financiers liés à l'âge, au sexe et au milieu rural ou urbain (Clement, 2018; Sekabira et Qaim, 2017). La pénétration des services monétaires par téléphonie mobile est similaire dans les zones rurales et urbaines, et les jeunes présentent des taux d'utilisation plus élevés que les adultes (Aker, 2018; Gasparri et Muñoz, 2018).

FIGURE K La transformation structurelle réduit l'écart entre les sexes dans l'éducation, mais la transformation rurale à elle seule n'y parvient pas

Nombre d'années de scolarité, par sexe et par catégorie de transformation (pays)



Note: TS: transformation structurelle; TR: transformation rurale.
Source: Doss et al. (2018) à partir des données de l'Enquête démographique et de santé pour 42 pays.

L'égalité des sexes

Les jeunes femmes rurales font face à des obstacles supplémentaires qui peuvent les empêcher d'agir et, par conséquent, d'obtenir l'engagement productif dont elles auraient besoin pour prospérer dans la nouvelle économie. Les changements économiques et technologiques sont souvent plus rapides que l'évolution des normes sociales. Équipée d'un téléphone portable, toute jeune femme vivant en milieu rural en Bolivie, au Cambodge ou au Niger a aujourd'hui accès à des informations, des idées et des débouchés dont ses parents n'auraient pas pu rêver, mais les normes sociales peuvent l'empêcher – plus qu'un jeune homme – de tirer profit de ces possibilités. Il est plus que jamais nécessaire d'accélérer les investissements pour alléger le triple fardeau que ces femmes portent du fait qu'elles sont femmes, jeunes et rurales.

La transformation économique et les possibilités économiques façonnent la vie et les moyens de subsistance des jeunes femmes rurales au moment où elles passent de l'école au mariage et à l'éducation des enfants et sont alors confrontées à des choix professionnels différents. Dans les économies moins transformées, le niveau d'instruction est faible pour tous les jeunes ruraux, mais plus faible encore pour les jeunes femmes (voir **FIGURE K**). Dans les pays où les niveaux de transformation structurelle sont plus élevés, les niveaux d'éducation ne sont pas moins élevés chez les filles que chez les garçons. Mais manifestement, la transformation rurale ne parvient pas, à elle seule, à réduire l'écart entre les sexes dans l'éducation.

En outre, parmi les ruraux, les jeunes femmes sont statistiquement deux fois moins nombreuses que les jeunes gens à avoir un titre de propriété exclusif sur une parcelle, quel que soit le degré de transformation rurale, et elles sont presque deux fois plus nombreuses que les jeunes gens ruraux à ne pas travailler ni aller à l'école, le plus souvent à cause de leur mariage et de leurs responsabilités éducatives. En Inde, cependant, le fait que 25% des jeunes rurales n'ont ni emploi, ni mariage, ni enfants à élever indique probablement l'existence d'une discrimination structurelle à l'égard de la participation des jeunes femmes à l'économie et à la société (Doss et al., 2018).

Le rythme et la nature sans précédent du changement actuel

Bon nombre des changements qui accompagnent les transformations structurelles et rurales apparaissent à un rythme plus rapide que par le passé ou d'une manière différente. Ces changements démographiques, économiques, environnementaux et technologiques ouvrent certains débouchés aux jeunes ruraux et en ferment d'autres. Les investissements, les politiques et les programmes axés sur les jeunes ruraux doivent tenir compte de ces différences.

L'évolution démographique

Trois types de changements démographiques modifient rapidement le contexte national et rural des pays en développement. Le premier est l'urbanisation. Depuis 1990, la population urbaine des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire est passée de 33% à 50% de la population totale (DAES, 2014), ce qui a des incidences sur le niveau et la structure des perspectives et des difficultés. Par exemple, les zones urbaines représentent aujourd'hui plus de la moitié du marché intérieur total des denrées alimentaires dans les pays en développement. Les liens commerciaux avec les zones urbaines sont donc essentiels pour le revenu et la sécurité alimentaire des petits exploitants agricoles.

Le deuxième changement démographique, qui se produit principalement dans les pays les moins transformés, est une augmentation rapide de la densité de la population rurale. Même si les pays se sont urbanisés, les populations rurales ont plus que doublé dans les pays en développement depuis 1950 et presque quadruplé dans les pays les moins avancés (DAES, 2014). L'urbanisation (y compris l'essor des villes secondaires), la densification rurale et la croissance des villes rurales réduisent, au propre et au figuré, la distance entre les zones urbaines et les zones rurales, et ouvrent des perspectives dans les zones rurales grâce à de meilleures connexions aux marchés dues, entre autres, à une mobilité et une migration accrues.

Le troisième grand processus démographique en cours est la transition démographique, qui produit un *dividende démographique* qui pourrait avoir des effets positifs durables en termes de croissance et de transformation. Ce processus a atteint un stade assez avancé dans toutes les régions en développement, à l'exception de l'Afrique subsaharienne, où le nombre de jeunes augmente très rapidement en termes absolus et croît même légèrement par rapport à la population totale. Le défi à relever, pour les pays de cette région, est de trouver un moyen de répondre aux besoins de la population jeune dont la croissance est la plus rapide au monde, même s'ils disposent de ressources financières moins importantes à investir dans cette génération. Le rythme très lent de leur transition démographique peut également freiner leur croissance à long terme (voir le chapitre 5 du rapport).

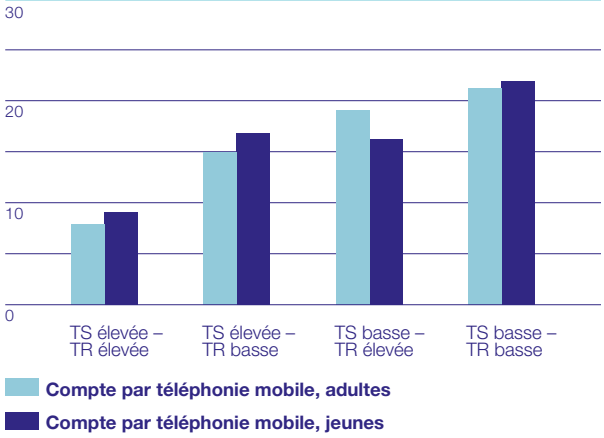
La révolution numérique

Les jeunes ruraux d'aujourd'hui sont la première génération de jeunes dont toute la vie professionnelle sera imprégnée par la technologie numérique. En réduisant le coût de l'information et en augmentant massivement sa disponibilité, cette technologie a considérablement accéléré le rythme et modifié la nature du changement. Cela a deux effets principaux. D'une part, la montée en puissance de «l'automatisation intelligente» rendue possible par la technologie numérique accélère et élargit les progrès de l'automatisation, tout en fermant partiellement les débouchés traditionnels, comme la fabrication à forte intensité de main-d'œuvre, utilisée par les jeunes ruraux pour échapper à la pauvreté (Banque mondiale, 2018; McMillan et al., 2016).

Néanmoins, la pénétration de la technologie numérique dans tous les espaces économiques et sociaux offre de nouvelles possibilités aux jeunes ruraux d'accroître leur connectivité, leur productivité et leur capacité d'action. Les technologies numériques qui réduisent les coûts d'information et de transaction se sont rapidement répandues dans les pays en développement et réduisent les écarts et les différences de revenus entre zones rurales et zones urbaines, (Aker, 2018). Plus de 70% de la population subsaharienne dispose désormais d'un réseau de téléphonie mobile (Aker, 2018; Groupe Spéciale Mobile Association, 2017). Sautant l'étape des systèmes financiers traditionnels, les services monétaires par téléphonie mobile se sont répandus plus rapidement parmi les jeunes des économies moins transformées que dans les États les plus transformés (voir **FIGURE L**), leur donnant ainsi un meilleur accès au financement.

FIGURE L Les services monétaires par téléphonie mobile permettent aux jeunes des pays les moins transformés d'accéder au financement

Pourcentage d'adultes et de jeunes possédant un porte-monnaie mobile



Note: TS: transformation structurelle; TR: transformation rurale. Jeunes: 15-24 ans; adultes: 25 ans et plus.
Source: Gasparri et Muñoz (2018) d'après des données de la Banque mondiale (2017) adaptées par le Fonds d'équipement des Nations Unies.

Les pratiques agricoles et commerciales rendues possibles par les nouvelles technologies augmentent la productivité du secteur agricole (Bello, Bello et Saidu, 2015; Noorani, 2015). «L'Internet des objets» qui se développe rapidement ouvre la voie à l'agriculture de précision, à l'utilisation de drones pour surveiller le bétail et les cultures et aux «serres intelligentes» qui peuvent automatiser de nombreuses activités culturales[vii]. Les jeunes ruraux peuvent profiter de ces nouvelles technologies, à mesure que les investissements permettent d'étendre l'infrastructure à large bande et l'infrastructure physique dans les régions rurales, de manière à accroître la concurrence entre les fournisseurs et donc à réduire les coûts. Les investissements peuvent également servir à doter les jeunes des compétences cognitives et non cognitives dont ils ont besoin pour voir ce que les technologies promettent, anticiper leurs dangers (tels que le surendettement à la suite des tentations du financement mobile facile d'accès) et les utiliser à leur avantage.

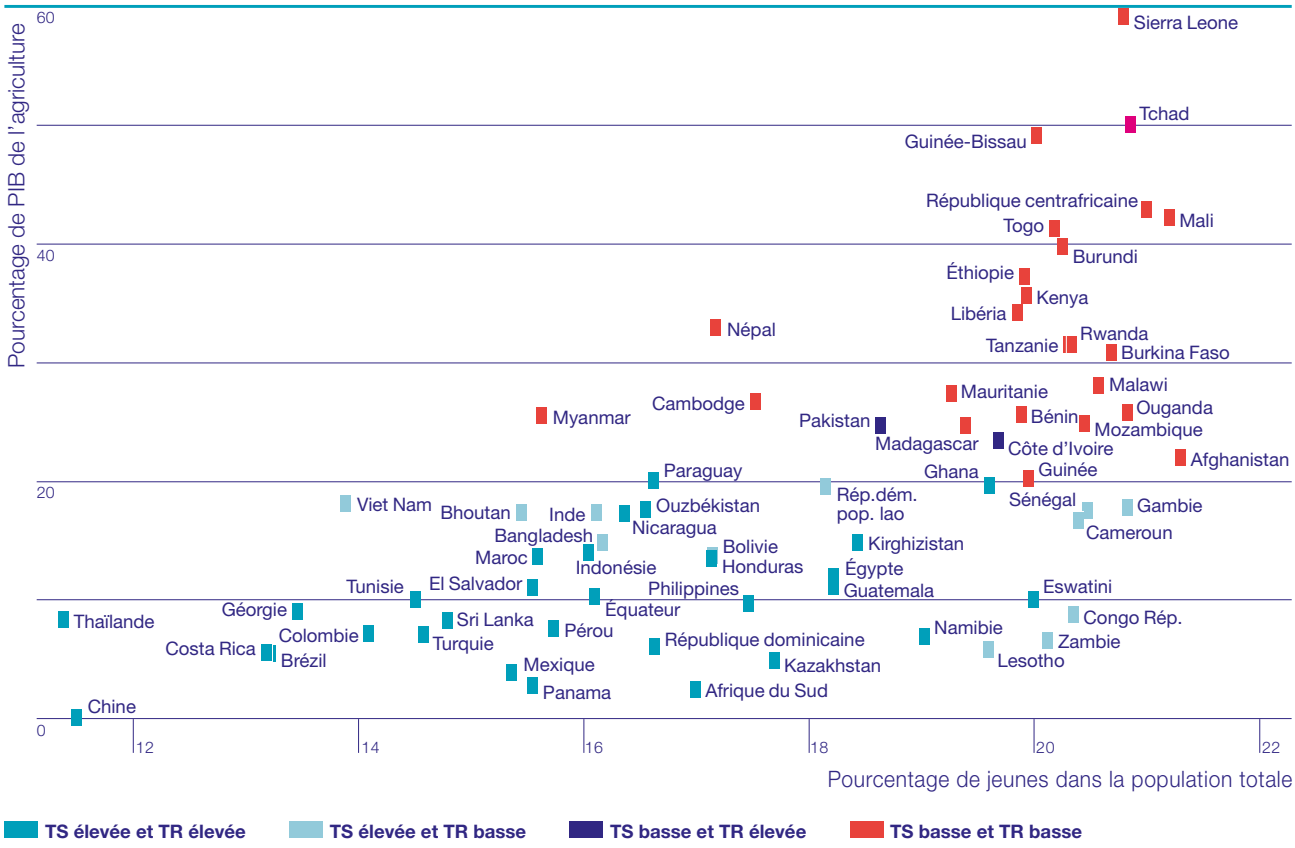
La révolution numérique ne se fera pas dans le vide. Ses incidences sur la nature changeante du travail et de la concurrence se font certes sentir à l'échelle mondiale au fur et à mesure qu'elles pénètrent dans les différents marchés, mais les *débouchés* qu'engendre cette révolution sont proportionnels aux *capacités fondamentales* qui existent dans un lieu donné. Les jeunes ruraux qui vivent dans des pays et des espaces où les capacités fondamentales font défaut – infrastructures physiques et systèmes éducatifs médiocres, structures sociopolitiques entravant l'action et l'autonomisation, et institutions publiques et de la société civile faibles – auront beaucoup plus de mal à tirer parti des possibilités offertes par cette révolution. La façon dont les pouvoirs publics nationaux réagiront à cette situation sera déterminante, et la révolution élargira ou comblera la fracture numérique entre monde rural et monde urbain en fonction de cette réaction.

Les changements climatiques

La situation des jeunes ruraux risque d'être pire que celle du reste de la population en ce qui concerne les trois éléments qui déterminent l'ampleur de la vulnérabilité aux changements climatiques: l'exposition, la sensibilité et la capacité d'adaptation (Füssel, 2017; Füssel et Klein, 2006; GIEC, 2014). Le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur

FIGURE M Les pays où la proportion des jeunes est parmi les plus élevées dépendent fortement de l'agriculture et sont les moins à même de faire face aux changements climatiques

Population dépendant de l'agriculture et jeunes, en pourcentage de la population totale



Note: TS: transformation structurelle; TR: transformation rurale.
Source: Arndt et al. (2018).

l'évolution du climat met en garde contre le fait qu'il reste peu de temps au monde pour prendre des mesures afin d'empêcher les effets dévastateurs des changements climatiques (GIEC, 2018). Dans ce contexte, il devient encore plus difficile de répondre aux difficultés auxquelles se heurtent les jeunes ruraux.

Les pays à forte population de jeunes sont généralement pauvres et encore très agricoles; or, l'agriculture est l'un des secteurs les plus directement touchés par les changements climatiques. Presque tous les pays qui dépendent de l'agriculture pour plus de 20% de leur produit intérieur brut ont une population jeune équivalant à plus de 19% de leur population totale et de faibles niveaux de transformation structurelle et rurale (ils sont représentés par des points rouges dans la **FIGURE M**). Les pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale – notamment la République centrafricaine, la Guinée-Bissau et la Sierra Leone – se trouvent dans cette position. Ces pays se trouvent également dans des situations d'après-conflit ou de fragilité, ce qui rend d'autant plus pressante la nécessité de relever le défi de l'inclusion des jeunes.

Les projections sur les modèles climatiques indiquent que bon nombre de ces pays seront de plus en plus *exposés* aux effets des changements climatiques, comme le stress thermique extrême et les phénomènes météorologiques généralement plus extrêmes, ce

qui aura un impact particulièrement fort sur les jeunes ruraux, qui ont peu de choix hors du secteur agricole. La *sensibilité* aux chocs climatiques augmente avec le manque de capital social et de compétences et en l'absence de participation communautaire (Brooks, 2003; Adger, 2009). Enfin, la *capacité d'adaptation* dépend de l'accès à la terre, au crédit et aux assurances, ce qui désavantage les jeunes ruraux (Gasparri et Muñoz, 2018; Yeboah et al., 2018).

Penser différemment l'investissement en faveur des jeunes ruraux

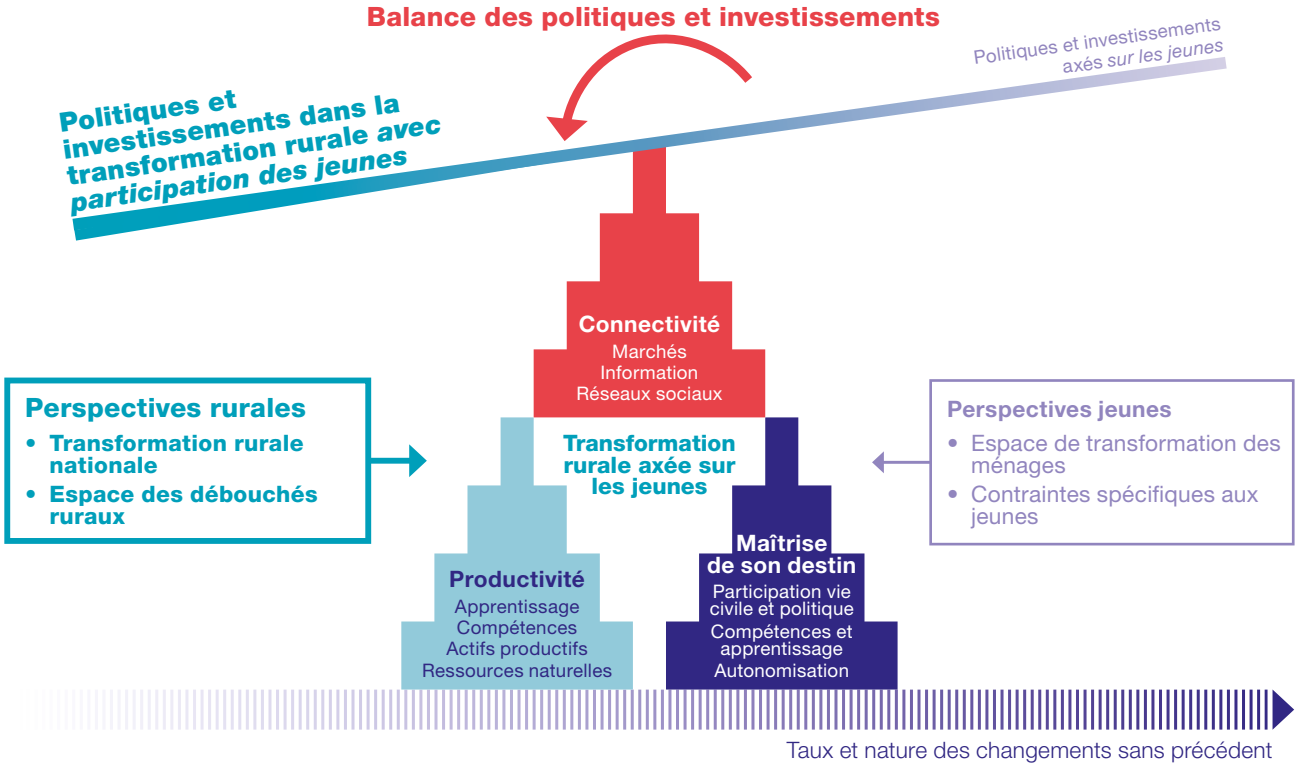
Dans leur empressement à aider les jeunes ruraux à naviguer dans l'environnement actuel qui évolue rapidement, afin qu'ils puissent devenir des personnes productives et connectées, responsables de leur propre avenir, les décideurs risquent de commettre deux erreurs. L'une est de continuer à investir dans de vieilles solutions qui ne sont plus efficaces dans cet environnement changeant. Un exemple pourrait être les programmes professionnels et techniques à l'ancienne qui ne préparent pas les jeunes à la nouvelle structure des débouchés et des défis économiques de demain. Une deuxième erreur consisterait à trop faire porter l'action publique sur les investissements ciblant expressément les jeunes dans les pays et les espaces où le premier problème est un manque généralisé de débouchés économiques, ce qui minerait l'efficacité de ce type d'investissements ciblés.

Il faut donc trouver le juste équilibre entre les investissements qui promeuvent des débouchés ruraux généralisés et ceux axés spécifiquement sur les débouchés pour les jeunes (voir **FIGURE N**). Le meilleur équilibre entre ces différents types d'interventions dépendra de l'ampleur de la transformation et des débouchés à trouver dans un espace donné. Ainsi, dans les endroits où les niveaux de transformation sont faibles et les possibilités limitées, il est peu probable que les approches axées sur les jeunes qui ne s'attaquent pas à des questions plus vastes produisent des résultats durables. Par conséquent, si les possibilités rurales sont limitées par un faible niveau de transformation rurale dans un pays ou par un potentiel commercial limité, les politiques et les investissements devront viser principalement la promotion de la transformation rurale, c'est-à-dire améliorer la productivité, la connectivité et la capacité d'action de l'ensemble de la population rurale afin de favoriser la transformation rurale et d'élargir ainsi les possibilités pour tous. Dans pareils contextes, les investissements en faveur des jeunes devraient être axés sur la promotion de l'inclusion des jeunes ruraux dans le processus de transformation rurale au sens large plutôt que sur la promotion d'interventions spécifiques aux jeunes. Par exemple, une stratégie d'investissement visant à renforcer le potentiel commercial de l'agriculture dans une zone rurale à fort potentiel agroécologique devrait s'attacher à faire que les jeunes soient associés à cet effort et qu'ils en bénéficient.

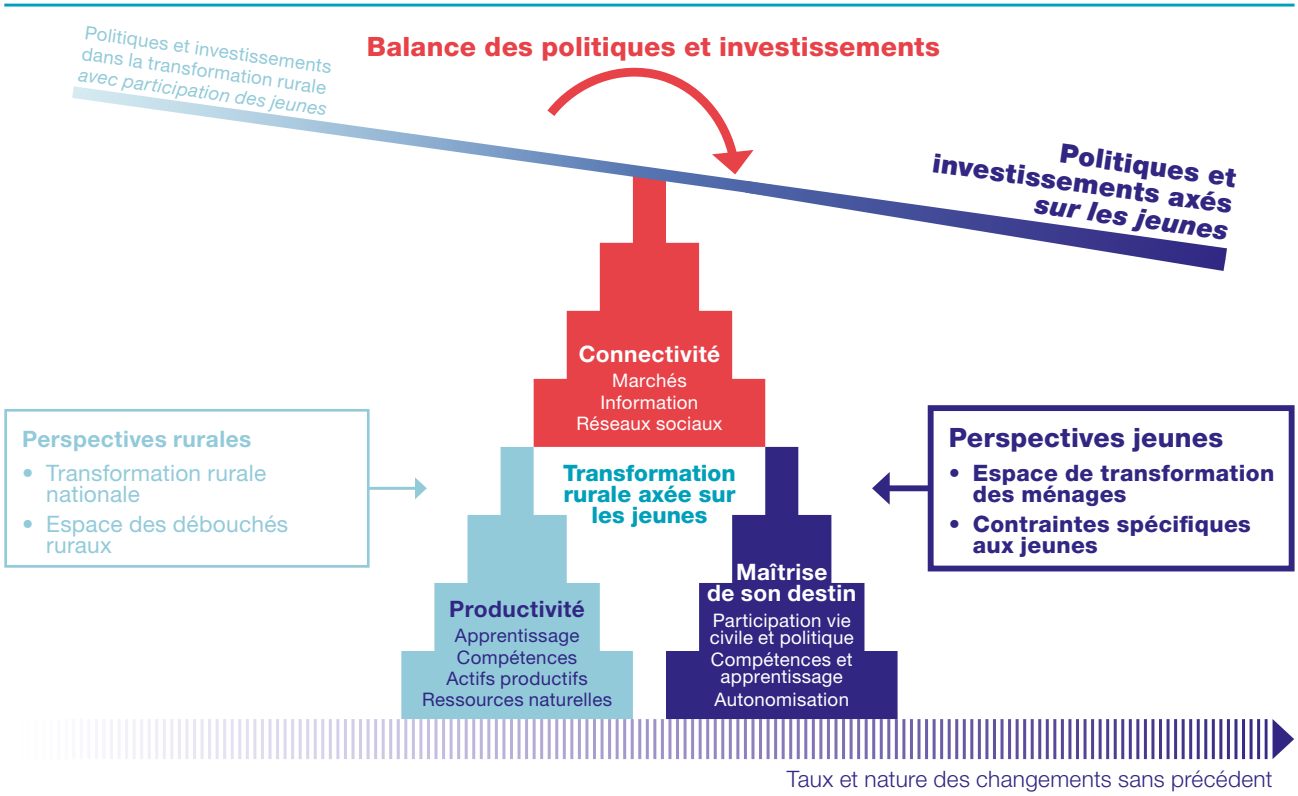
D'autre part, lorsqu'il existe déjà des débouchés ruraux parce qu'une région a atteint un niveau élevé de transformation rurale et a un fort potentiel commercial, les politiques et les investissements peuvent chercher à répondre aux contraintes qui sont spécifiques aux jeunes et à leur famille. Par exemple, les jeunes peuvent avoir des difficultés à trouver un emploi ou à devenir des entrepreneurs dans les chaînes de valeur agricoles productives existantes, à produire des cultures pour les marchés commerciaux en raison de contraintes foncières, ou encore, être incapables de démarrer des entreprises non agricoles en raison d'un manque d'accès aux services financiers, comme on l'a vu précédemment. L'investissement dans des initiatives de développement rural plus larges continue d'être important dans ces contextes, en tant que moyen de soutenir et de renforcer les transformations en cours, mais les *investissements spécifiques aux jeunes* peuvent compléter

FIGURE N Équilibre entre les investissements qui favorisent des débouchés ruraux généralisés et ceux qui mettent l'accent sur les débouchés offerts aux jeunes

Débouchés ruraux faibles



Débouchés ruraux élevés



Source: les auteurs.

ces efforts de plus grande envergure et contribuer à réduire les obstacles particuliers qui entravent l'inclusion des jeunes.

En résumé, la création de débouchés pour les jeunes ruraux exige des politiques et des investissements qui favorisent le développement rural en général et l'inclusion des jeunes ruraux en particulier. L'importance relative de l'un ou l'autre type d'intervention dépendra des débouchés existant dans un espace donné. Lorsque les débouchés sont rares pour tout le monde – y compris les jeunes – l'accent devrait être mis sur l'élargissement de ces débouchés à tous les niveaux. Ceci implique de favoriser un processus de transformation rurale en investissant dans la productivité et la connectivité, tout en renforçant l'inclusion et l'action des jeunes dans ce processus de transformation plus large au moyen d'investissements ciblés. Dans les pays et les espaces fortement transformés, où les perspectives sont meilleures, les investissements devraient être conçus de manière à maintenir et à continuer d'élargir ces débouchés tout en s'attaquant aux contraintes propres aux jeunes et à leurs familles, afin de permettre aux jeunes ruraux de maximiser leur participation potentielle à ces transformations et d'en tirer parti.

Le rythme et la nature sans précédent du changement et la dynamique dans laquelle évoluent les jeunes ruraux sont tels que les perspectives et les obstacles changent rapidement. Les décideurs politiques devraient se demander quels investissements permettent d'alléger les contraintes qui pèsent sur les jeunes ruraux et lesquels seront nécessaires plus tard pour produire des résultats à moyen terme (Filmer et Fox, 2014).

Par exemple, les changements climatiques rendent la capacité de s'adapter à de nouveaux environnements de production cruciale pour réussir, et créent donc une demande de capacité à traiter des informations complexes sur les risques et les nouvelles technologies permettant de faciliter cette adaptation. En favorisant un échange d'informations plus large, la révolution numérique peut aider les jeunes à s'adapter aux changements climatiques. En investissant dans l'accès à faible coût à la technologie mobile qui, à son tour, donne accès à l'information rapidement mise à jour disponible sur le Web, les pouvoirs publics nationaux peuvent contrer les effets de la capacité réduite des systèmes d'information traditionnels, y compris les systèmes de vulgarisation rurale, à faire face efficacement aux changements (Lipper et al., 2014). Cependant, comme cette information peut être très complexe, les jeunes auront besoin de solides compétences cognitives et non cognitives afin d'être en mesure de l'utiliser correctement pour élaborer des stratégies qui leur conviennent. Pour qu'ils aient ces capacités, il faudra que les pays améliorent leurs systèmes éducatifs (Muttarak et Lutz, 2014) et leurs systèmes de vulgarisation, et leur donner comme objectif d'apprendre à apprendre. Il faut donc agir dans de multiples domaines et sur une longue période.

Intégrer la politique et les investissements en faveur des jeunes ruraux dans des stratégies de développement rural plus vastes

Les politiques et investissements visant à améliorer les chances des jeunes ruraux doivent être intégrés dans les stratégies, politiques et programmes nationaux et locaux. Cette intégration verticale des politiques doit ensuite être complétée par une coordination horizontale des politiques et programmes sectoriels liés aux jeunes ruraux dans des domaines tels que la santé, l'éducation, l'agriculture et l'emploi (Nations Unies, 2018)[viii].

Ces dernières décennies, on a assisté à une prolifération de politiques nationales en faveur des jeunes qui placent ces derniers au centre d'initiatives politiques souvent ambitieuses et multisectorielles conçues pour améliorer les résultats du développement des jeunes. En 2014, 122 pays avaient mis en place une politique ou une stratégie

nationale en faveur des jeunes et plus de 4% des pays de toutes les régions avaient adopté des politiques en faveur des jeunes (Youth Policy, 2014). Pourtant, l'adoption d'une telle politique ne se traduit pas forcément par des allocations budgétaires appropriées ou une mise en œuvre efficace, et encore moins par l'inclusion des jeunes ruraux dans le processus de transformation. Un examen de 57 de ces stratégies en faveur des jeunes a montré que 40 d'entre elles incluaient le développement des jeunes ruraux d'une manière ou d'une autre et 15 incluaient au moins un objectif ou programme politique spécifique ciblant les jeunes ruraux, tandis que 17 ne faisaient absolument aucune mention de cette catégorie de la population (Phillips, Pereznieto et Stevenson, 2018). Il est intéressant de noter que l'importance accordée aux jeunes ruraux dans un pays donné ne semble pas être liée à leur importance relative.

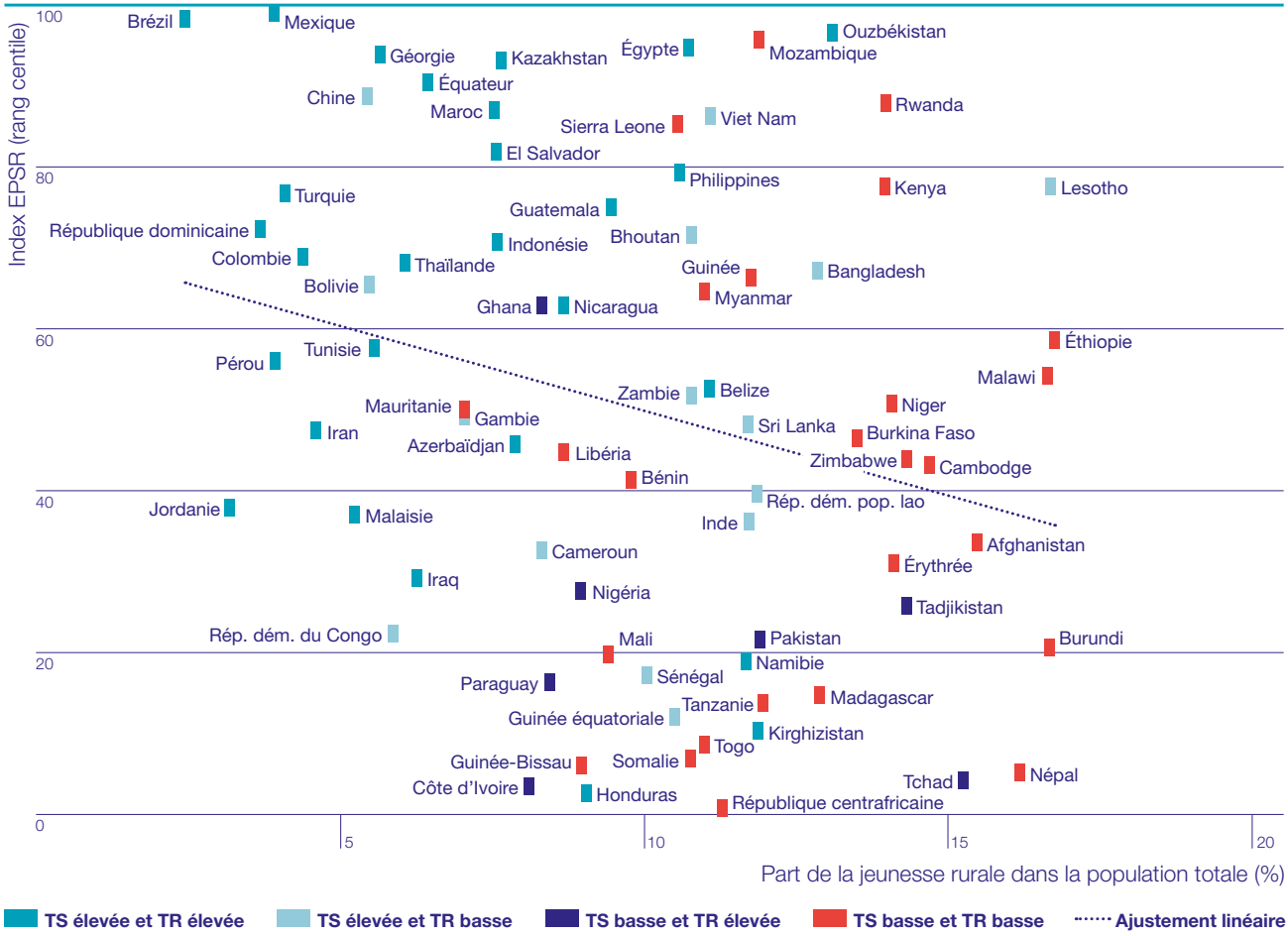
Dans quelle mesure un pays devrait-il concevoir et investir dans des politiques et programmes ambitieux et ciblés en faveur des jeunes? La réponse dépend de l'ampleur des débouchés ruraux disponibles, compte tenu du niveau de transformation du pays et de la nature de son espace rural. Cette conclusion est confirmée par la forte corrélation entre les pays comptant une importante proportion de jeunes ruraux et ceux à faible capacité politique et institutionnelle, mesurée par l'évaluation de la performance du secteur rural du FIDA, qui mesure la qualité des politiques menées et des institutions en place dans le secteur rural, s'agissant de réaliser le développement rural et une transformation rurale inclusive (FIDA, 2018). Les jeunes ruraux sont fortement concentrés dans les pays dont les capacités institutionnelles en matière de formulation et de mise en œuvre de politiques de développement rural sont plus faibles (voir **FIGURE O**). Il n'est pas surprenant de constater que ces pays sont aussi davantage susceptibles d'avoir les niveaux les plus bas de transformation structurelle et rurale.

De nombreux pays qui ont une stratégie nationale en faveur des jeunes ont également un ministère national de la jeunesse chargé de la mise en œuvre de cette stratégie, comme le Ministère de la jeunesse et des sports en Éthiopie et en Turquie, ou le Ministère de la jeunesse et des technologies de l'information et de la communication au Rwanda. Si le fait d'avoir un ministère de la jeunesse peut être perçu comme un signe que la priorité est accordée à la jeunesse, la portée de son programme (qui peut, par exemple, se limiter aux sports) peut être beaucoup plus limitée que si la stratégie de la jeunesse est gérée par des ministères ayant des mandats plus larges. S'il existe un ministère de la jeunesse, celui-ci devrait avoir parmi ses tâches la formulation d'un programme global en faveur des jeunes ruraux.

Les investissements dans des programmes à composantes multiples qui s'attaquent à l'ensemble des contraintes auxquelles les jeunes se heurtent seront plus efficaces, s'agissant d'améliorer les résultats du développement des jeunes si les pouvoirs publics ont la capacité de concevoir et de mettre en œuvre correctement ces programmes (Kluve et al., 2017; Alvarado et al., 2017). Ces programmes intersectoriels requièrent une coordination horizontale entre les dirigeants et les parties prenantes au même niveau territorial (Leyton Navarro, 2018) et devraient inclure des mécanismes de promotion de la participation des jeunes ruraux. Les pouvoirs publics ont tendance à n'agir en faveur des jeunes que lorsqu'ils s'occupent de questions liées à la jeunesse (telles que le volontariat et le sport) au lieu de les intégrer dans un éventail d'activités plus large. La participation effective des jeunes ruraux à des processus décisionnels plus larges contribuera à créer un environnement politique favorable qui maximise les atouts des jeunes, leur capacité d'action et leur accès aux services et aux débouchés, et qui les aidera à développer leur capacité d'éviter les risques et de se sentir en sécurité.

FIGURE 0 Les jeunes ruraux sont nombreux dans les pays où les politiques et les capacités institutionnelles sont faibles

Le classement de la performance du secteur rural et les jeunes ruraux en pourcentage de la population totale en 2015, par niveau de transformation du pays



Note: L'évaluation de la performance du secteur rural du FIDA (EPSR) mesure la qualité des politiques et des institutions du secteur rural en vue de réaliser le développement rural et la transformation rurale au profit des pauvres. Voir l'annexe A pour de plus amples renseignements sur l'EPSR.
Source: Calculs des auteurs fondés sur les données de l'index EPSR du FIDA et les données démographiques du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (2017).

De nombreux pays méritent d'être félicités pour leurs efforts et pour les investissements qu'ils ont consentis pour inclure leurs populations de jeunes dans le processus de développement, mais ils devraient également être encouragés à élargir la portée de ces efforts et investissements. Dans le cas des jeunes ruraux, en particulier, les politiques et investissements devraient viser à offrir un large éventail de débouchés ruraux, tout en favorisant l'inclusion des jeunes. Ce n'est qu'alors que les jeunes ruraux seront en mesure d'améliorer leurs perspectives d'avenir et de créer une plus-value pour la société.

Références

Adger, W.N. 2003 Social Capital, Collective Action, and Adaptation to Climate Change. *Economic Geography*, 79 (4): 387-404.

Ahmed, S. A., Cruz, M., Go, D. S., M. Maliszewska et Osorio-Rodarte, I. 2016. How Significant Is Sub-Saharan Africa's Demographic Dividend for Its Future Growth and Poverty Reduction? *Review of Development Economics*, 20 (4): 762-793.

Aker, Jenny C. 2018. ICTs and Rural Youth. Document d'information pour le *Rapport sur le développement rural 2019*. Rome: FIDA.

Alvarado, G., Skinner, M., Plaut, D., Moss, C., Kapungu, C. et Reavley, N. 2017. A Systematic Review of Positive Youth Development Programmes in Low and Middle-Income Countries. Washington: YouthPower Learning, Making Cents International.

Arndt, C., Brooks, K., Hartley, F., Robertson, R. et Wiebe, K. 2018. Climate and Jobs for Rural Young People. Document d'information pour le *Rapport sur le développement rural 2019*. Rome: FIDA.

Banque mondiale. 2017. DataBank: Global Financial Inclusion. Washington (disponible à l'adresse http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=1228).

—. 2018. *Rapport sur le développement dans le monde 2018: Apprendre pour réaliser la promesse de l'éducation*. Washington: Banque mondiale.

—. 2019. *Rapport sur le développement dans le monde 2019: Le travail en mutation*. Washington: Banque mondiale.

Bello, R. S., M. B. Bello et M. J. Saidu. 2015. Small Scale Enterprises (SMES) and Agricultural Transformation: The Nigeria experience. *Science Journal of Business and Management. Numéro spécial:* Sustainable Entrepreneurial Developments in Agribusiness, 3 (5-1): 11-15 (disponible au DOI: 10.11648,j.sjbm.s.2015030501.13).

Brady, M., Assaad, R., Ibrahim, B., Salem, A., Salem, R. et Zibani, N. 2007. *Providing New Opportunities to Adolescent Girls in Socially Conservative Settings: The Ishraq Program in rural upper Egypt*. Le Caire, Égypte: Conseil de la population.

Brooks, N. 2003. Vulnerability, Risk and Adaptation: A conceptual framework. Working Paper 38, Norwich, UK: Tyndall Centre for Climate Change Research.

Chivasa, W., Mutanga, O. et Biradar, C. 2017. Application of Remote Sensing in Estimating Maize Grain Yield in Heterogeneous African Agricultural Landscapes: A review. *International Journal of Remote Sensing*, 38: 23, 6816-6845 (disponible au DOI: 10.1080/01431161.2017.1365390).

Christiaensen, L., De Weerdt, J. et Todo, Y. 2013. Urbanization and Poverty Reduction: The role of rural diversification and secondary towns. *Agricultural Economics*, 44 (4-5): 435-447.

Clement, M. 2018. Closing the Global Gender Gap in Access to Financial Services, 25 April (disponible à l'adresse https://psmag.com/economics/closing-the-global-gender-finance-gap).

DAES (Département des affaires économiques et sociales de l'ONU), Division de la population. 2017. *Perspectives démographiques mondiales* (révision de 2017). New York: Nations Unies.

—. 2014. *World Urbanization Prospects:* (révision de 2014). New York: Nations Unies.

Doss, C., Heckert, J., Myers, E., Pereira, A. et Quisumbing, A. 2018. Gender, Rural Youth, and Structural Transformation. Document d'information pour le *Rapport sur le développement rural 2019*. Rome: FIDA.

Engel, E. 1857. Die Productions- und Consumtionsverhaltnisse des Königreichs Sachsen. *Zeitschrift des Statistischen Bureaus des Königlich-Sächsischen, Ministerium des Innern*, 8 (9): 1-54. Réimprimé comme annexe à Die Lebenskosten Belgischer Arbeiter-Familien Frueher und Jetzt, *Bulletin de l'institut international de statistique* IX, première livraison, Rome, 1895.

FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) 2018. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture – Migrations, agriculture et développement rural*. Rome.

FIDA (Fonds international de développement agricole) 2016. *Rapport sur le développement rural 2016: Encourager une transformation inclusive du monde rural*. Rome: FIDA.

—. 2018. *Rapport de situation sur la mise en œuvre du Système d'allocation fondé sur la performance. Additif.* Disponible à l'adresse: https://webapps.ifad.org/members/eb/125/docs/french/EB-2018-125-R-4-Add-1.pdf. Rome: FIDA.

Filmer, D., et Fox, L. 2014. *Youth Employment in Sub-Saharan Africa*. Washington: Banque mondiale.

Fox, L. 2018. Economic Participation of Rural Youth: What Matters? Document d'information pour le *Rapport sur le développement rural 2019*. Rome: FIDA.

Füssel, H. M. 2017. Vulnerability: A Generally Applicable Conceptual Framework for Climate Change Research. *Global Environmental Change* 17 (2): 155-167.

Füssel, H. M. et Klein, R. J.T. 2006. Climate Change Vulnerability Assessments: An Evolution of conceptual thinking. *Climatic Change* 75 (3): 301-329 (disponible à l'adresse: https://doi.org/10.1007/s10584-006-0329-3).

Gasparri, N.I. et Muñoz, L. 2018. Inclusive Finance and Rural Youth. Document d'information pour le *Rapport sur le développement rural 2019*. Rome: FIDA.

Gastner, M.T. et Newman, M.E.J. 2004. Diffusion-based Method for Producing Density-equalizing Maps. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 101 (20): 7499-504 (disponible à l'adresse https://doi.org/10.1073/pnas.0400280101).

Ghani, E., éd. 2010. *The Poor Half Billion in South Asia: What is holding back lagging regions?* New Delhi: Oxford University Press.

Gibson, J., Datt, G., Murgai, R. et Ravallion, M. 2017. For India's Rural Poor, Growing Towns Matter More than Growing Cities. *World Development*, 98: 413-429.

GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat). 2014. *Changements climatiques 2014: Incidences, adaptation et vulnérabilité: Part A: Global and Sectoral Aspects. Contribution du Groupe de travail II au cinquième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.* Cambridge, UK, et New York, NY: Cambridge University Press.

—. 2018. *Global Warming of 1.5 °C – Summary for Policymakers.* Genève.

Gløersen, E. et Michelet, J. 2014. Experiences and Concepts on Vertical and Horizontal Coordination for Regional Development Policy. Input paper 4. Département de géographie et environnement, Université de Genève.

Groupe Spéciale Mobile Association (GSMA). 2017. Mobile Money in Latin America – An Industry Taking Off (disponible à l'adresse https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/programme/mobile-money/mobile-money-latin-america-industry-taking-off/).

Haggblade, S., Hazell, P. et Reardon, T. 2007. *Transforming the Rural Nonfarm Economy: Opportunities and Threats in the Developing World*. Washington: Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.

Heckman, J.J. et Kautz, T. 2013. Hard Evidence on Soft Skills. *Labour Economics*, 19 (4): 451-464.

Jaafar, H. H. et Ahmad, F. A. 2015. Crop Yield Prediction from Remotely Sensed Vegetation Indices and Primary Productivity in Arid and Semi-Arid Lands. *International Journal of Remote Sensing*, 36: 18, 4570-4589 (disponible au DOI: 10.1080/01431161.2015.1084434).

Jayne, T.S., Chamberlin, J., Traub, L., Sitko, N., M. Muyanga, M., Yeboah, F.K., Anseeuw, W., Chapoto, A., Wineman, A., Nkonde, C. et Kachule, R. 2016. Africa's Changing Farm Size Distribution Patterns: The rise of medium-scale farms. *Agricultural Economics*, 47 (S1): 197-214.

Kaufmann, D., Kraay, A. et Mastruzzi, M. 2010. The Worldwide Governance Indicators: Methodology and analytical issues. World Bank Policy Research Working Paper No. 5430. Washington: Banque mondiale.

Kluve, J., Puerto, S., Robalino, D., Romero, J.M., Rother, F., Stöterau, J., Weidenkaff, F. et Witte, M. 2017. Interventions to Improve the Labour Market Outcomes of Youth: A systematic review of training, entrepreneurship promotion, employment services and subsidized employment interventions. Oslo, Norvège: The Campbell Collaboration.

Krugman, P.R. 1994. *The Age of Diminished Expectations: U.S. economic policy in the 1990s.* Cambridge, MA: MIT Press.

Leyton Navarro, C. 2018. Mecanismos Institucionales de Articulación para Programas de Combate a la Pobreza Rural. Working Paper 248, Lima, Pérou. Instituto de Estudios Peruanos.

Lipper, L., Thornton, P., Campbell, B., Baedeker, T., Braimoh, A., Bwalya, M., Caron, P., Cattaneo, A., Garrity, D., Henry, K., Hottle, R., Jackson, L.., Jarvis, A., Kossam, F., Mann, W., McCarthy, N., Meybeck, A., Neufeldt, H., Remington, T., Thi Sen, P. Sessa, R., Shula, R., Tibu, A. et Torquebiau, E. 2014. Climate-Smart Agriculture for Food Security. *Nature Climate Change*, 4: 1068-1072.

McMillan, M., Rodrik, D. et Sepulveda, C. 2017. Structural Change, Fundamentals and Growth: A framework and case studies. NBER Working Paper 23378. National Bureau of Economic Research.

Muttarak, R., et Lutz, W. 2014. Is Education a Key to Reducing Vulnerability to Natural Disasters and Hence Unavoidable Climate Change? *Ecology and Society*, 19 (1): 42 (disponible à l'adresse: http://dx.doi.org/10.5751/ES-06476-190142).

Nations Unies. 2018. *World Public Sector Report 2018: Working Together: Integration, institutions and the Sustainable Development Goals*. Division des institutions publiques et de l'administration numérique, Département des affaires économiques et sociales (DAES), New York.

Noorani, M. 2015. To Farm or Not to Farm? Rural Youth Perceptions of Farming and their Decision of Whether or Not to Work as a Farmer: A case study of rural youth in Kiambu County, Kenya. Ottawa, ON: University of Ottawa School of International Development and Global Studies.

Phillips, L., Pereznieto, P. et Stevenson, J. 2018. Politiques et institutions pour le développement des jeunes ruraux. Document d'information pour le *Rapport sur le développement rural 2019*. Rome: FIDA.

Ripoll, S., Andersson, J., Badstue, L., Büttner, M., Chamberlin, J., Erenstein, O. et Sumberg, J. 2017. Rural Transformation, Cereals and Youth in Africa: What role for international agricultural research? *Outlook on Agriculture*, 46 (3): 1-10 (disponible au DOI: 10.1177/0030727017724669).

Roberts, B. et Hohmann, R.P. 2014. The Systems of Secondary Cities: The neglected drivers of urbanising economies. CIVIS Sharing Knowledge and Learning from Cities No. 7, Washington: Banque mondiale.

Sekabira, H. et Qaim, M. 2017. Can Mobile Phones Improve Gender Equality and Nutrition? Panel data evidence from farm households in Uganda. *Food Policy*, 73 (C): 95-103.

Stecklov, G. et Menashe-Oren, A. 2018. The Demography of Rural Youth in Developing Countries. Document d'information pour le *Rapport sur le développement rural 2019*. Rome: FIDA.

Sumberg, J., Abay, K., Asnake, W., Ayalew, H. and Chamberlin, J. 2018. Landscapes of Opportunity? How young people engage with the rural economy in sub-Saharan Africa. Document d'information pour le *Rapport sur le développement rural 2019*. Rome: FIDA.

Trivelli, C. et Morel, J. 2018. Rural Youth Inclusion, Empowerment and Participation. Document d'information pour le *Rapport sur le développement rural 2019*. Rome: FIDA.

Tschirley, D., Reardon, T., Haggblade, S., Jayne, T., Liverpool-Tasie, S., Awokuse, T., Muyanga, M., Wangalachi, A. et Makani, A. 2017. Engaging the Agribusiness Sector in Inclusive Value Chain Development: Opportunities and challenges. In *Africa Agriculture Status Report 2017: The business of smallholder agriculture in Sub-Saharan Africa*. Alliance for a Green Revolution in Africa (AGRA).

Van den Broeck, G. et Kilic, T. 2018. Dynamics of Off-Farm Employment in Sub-Saharan Africa: A gender perspective. Policy Research Working Paper No 8540, Washington: Banque mondiale.

Wiggins, S. et Proctor, S. 2001. How Special Are Rural Areas? The economic implications of location for rural development. *Development Policy Review*, 19 (4): 427-436.

Yeboah, F.K., Jayne, T.S., M. Muyanga et J. Chamberlin, 2018. The Intersection of Youth Access to Land, Migration, and Employment Opportunities: Evidence from sub-Saharan Africa. Document d'information pour le *Rapport sur le développement rural 2019*. Rome: FIDA.

Youth Policy 2014. *State of Youth Policy 2014*. Berlin: Youthpolicy.org (disponible à l'adresse http://www.youthpolicy.org/library/wp-content/uploads/library/2014_Special_Edition_State_Youth_Policy_ENG.pdf).

Notes de fin de document

i Voir les cibles spécifiques des objectifs 4 et 8, ainsi que la résolution 71/313 de l'Assemblée générale, qui stipule que «les indicateurs relatifs aux objectifs du développement durable sont ventilés, le cas échéant, par niveau de revenu, sexe, âge, race, appartenance ethnique, statut migratoire, situation au regard du handicap, lieu de résidence ou autres caractéristiques, conformément aux Principes fondamentaux de la statistique officielle». https://unstats.un.org/sdgs/indicators/indicators/indicators-list/.

ii Le terme «pays en développement» désigne les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire des tranches inférieure et supérieure tels que définis par la Banque mondiale.

iii La jeunesse est définie différemment selon les pays. Afin d'assurer la comparabilité, le présent rapport utilise la définition des Nations Unies, dans laquelle les jeunes sont les individus âgés de 15 à 24 ans (voir le paragraphe 19 de l'annexe au rapport du Secrétaire général sur l'Année internationale de la jeunesse, A/40/256, 1985). Compte tenu du fait que la notion de jeune est une construction sociale, la portée des informations quantitatives à disposition dépasse parfois les limites de ce groupe d'âge.

iv Pour plus d'informations, notamment sur les publications disponibles, voir: http://www.worldpop.org.uk/data/methods/.

v Le présent rapport applique le concept d'espace des débouchés ruraux pour cartographier la population du monde en développement sur un continuum rural-urbain globalement comparable fondé sur des données de densité de population plutôt que sur des délimitations administratives. Selon cette définition élargie, le milieu rural est considéré comme tout ce qui n'est pas urbain. Ainsi, le terme jeunesse rurale désigne les jeunes qui vivent dans les régions rurales, semi-rurales et périurbaines sur le continuum. Si l'on applique cette définition, on compte 778 millions de jeunes ruraux dans les pays en développement (voir le chapitre 2 et l'annexe B du rapport pour de plus amples informations).

vi Le terme «subsistance» est utilisé dans un sens relatif, car les agriculteurs de subsistance au sens strict du terme, c'est-à-dire les agriculteurs qui ne sont pas du tout présents sur un marché, que ce soit à la ferme ou en dehors de celle-ci, sont rares.

vii Voir https://www.iotforall.com/iot-applications-in-agriculture/ [téléchargé le 15 octobre 2018].

viii Par intégration verticale des politiques, on entend les mécanismes qui contribuent à coordonner et intégrer les stratégies et les politiques de développement entre les différents niveaux décisionnels. Cela implique de relier les différents niveaux de gouvernance, du niveau local au niveau international, ainsi que les institutions aux différents niveaux de l'organisation sociale. Voir Gløersen et Michelet, 2014.

Crédits photos

Page de couverture: ©FIDA/Andrew Esiebo/Panos

Pages 8-9: ©FIDA/Minzayar Oo/Panos

Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org

facebook.com/ifad
instagram.com/ifadnews
linkedin.com/company/ifad
twitter.com/ifad
youtube.com/user/ifadTV

ISBN 978-92-9072-910-5
9 789290 729105